



Mai 2021  
Madagascar



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

# IMPACT DU COVID -19 SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES ENQUÊTE À HAUTE FRÉQUENCE PAR TÉLÉPHONE AUPRÈS DES MÉNAGES (EHFTM)



PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ANALYSE  
EN TERMES DE CONDITION DE VIE DES MÉNAGES  
- VAGUE 3

- (ENQUÊTE, NOVEMBRE 2020)





## ABRÉVIATIONS

ACM	Aviation Civile de Madagascar
CATI	Computer Assisted Telephonic Interview
CCO	Centre de Commandement Opérationnel
CNaPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COVID-19	Corona Virus Disease 2019
CVO	COVID Organics
EHFTM	Enquête à Haute Fréquence par Téléphone auprès des Ménages
FIES	Food Insecurity Experience Scale
INSTAT	Institut National de la Statistique





## TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS .....	III
LISTE DES GRAPHIQUES.....	VII
LISTE DES TABLEAUX.....	VIII
1. INTRODUCTION .....	1
2. COMPORTEMENTS ET ATTITUDES DE LA POPULATION VIS-À-VIS DE LA COVID19 .....	2
3. IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA COVID-19 SUR L'EMPLOI .....	5
4. IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID19 SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES .....	9
5. LA PANDÉMIE COVID ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES.....	19
6. CHOCS SUBIS ET STRATÉGIES DES MÉNAGES .....	21
7. CONCLUSION.....	23
8. ANNEXE .....	24





## LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DES NOUVEAUX CAS DE COVID-19 DU 05 OCTOBRE AU 17 NOVEMBRE 2020. ....	1
GRAPHIQUE 2 : LES GESTES BARRIÈRES NON RESPECTÉS SELON LE QUINTILE DE BIEN-ÊTRE. ....	2
GRAPHIQUE 3 : UTILISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN. ....	3
GRAPHIQUE 4 : PREMIÈRE RÉACTION DES MÉNAGES DANS LE CAS OÙ UN DE SES MEMBRES PRÉSENTE DES SYMPTÔMES SEMBLABLES À CEUX DE LA COVID-19. ....	3
GRAPHIQUE 5 : RAISON D'INSATISFACTION SUR LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT, SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE. ....	4
GRAPHIQUE 6 : INQUIÉTUDE SUR LA POSSIBILITÉ QU'UN MEMBRE DU MÉNAGE SOIT GRAVEMENT MALADE DE LA COVID-19. ....	4
GRAPHIQUE 7 : INQUIÉTUDE SUR LA MENACE FINANCIÈRE ENGENDRÉE PAR LA CRISE LIÉE À LA COVID-19. ....	5
GRAPHIQUE 8 : PERTE D'EMPLOIS LIÉE AU COVID-19 PAR PRINCIPALES BRANCHES D'ACTIVITÉS (EN %).....	6
GRAPHIQUE 9 : PERTES D'EMPLOIS LIÉES AU COVID-19 SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE (EN %).....	6
GRAPHIQUE 10: RAISONS DE LA PERTE D'EMPLOIS AUTRES QUE LA COVID-19.....	7
GRAPHIQUE 11 : PERTE D'EMPLOIS LIÉE AU COVID-19 PAR CATÉGORIES D'EMPLOIS ET PAR SECTEUR.....	7
GRAPHIQUE 12 : PERCEPTION DES TRAVAILLEURS SUR LA DATE PROBABLE DE RETOUR À L'EMPLOI (EN %).....	8
GRAPHIQUE 13 : MODE DE RÉMUNÉRATION DES INDIVIDUS EN EMPLOI (EN %).....	8
GRAPHIQUE 14 : HORAIRE DE TRAVAIL DES INDIVIDUS EN EMPLOI (EN %).....	9
GRAPHIQUE 15 : SITUATION DU REVENU DES MÉNAGES.....	9
GRAPHIQUE 16 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT EU DES DIFFICULTÉS À ACHETER DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET DES CACHE-BOUCHES ENTRE JUIN ET NOVEMBRE 2020.....	10
GRAPHIQUE 17 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT EU DES DIFFICULTÉS À ACHETER DES PRODUITS ALIMENTAIRES.....	11
GRAPHIQUE 18 : RÉPARTITION DES MÉNAGES AYANT EU DES DIFFICULTÉS À ACHETER DU RIZ SELON LES PRINCIPALES RAISONS PAR MILIEU DE RÉSIDENCE.....	11
GRAPHIQUE 19 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT DES ENFANTS ÂGÉS DE PLUS DE 3 ANS SUBISSANT DES CHANGEMENTS DES HORAIRES DE L'ÉCOLE (EN %).....	12
GRAPHIQUE 20 : PROPORTION DE MÉNAGES AYANT EU BESOIN DE SOINS MÉDICAUX AU COURS DE LA DERNIÈRE SEMAINE SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE.....	13
GRAPHIQUE 21 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT PU BÉNÉFICIER DE TRAITEMENT MÉDICAL PAR MILIEU DE RÉSIDENCE ET PAR QUINTILE DE BIEN-ÊTRE.....	14
GRAPHIQUE 22 : PROPORTION DES MÉNAGES PAR TYPE DE SERVICE UTILISÉ SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE (%).....	14
GRAPHIQUE 23 : RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LEUR PERCEPTION SUR LE CHANGEMENT DE QUALITÉ DES PRESTATIONS PAR SERVICE DE SANTÉ.....	15
GRAPHIQUE 24 : PROPORTION DE MÉNAGES AYANT EU BESOIN D'ALLER CHEZ LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES RAISONS DES OPÉRATIONS CHEZ LES MÉNAGES (%).....	16
GRAPHIQUE 25 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT EU DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'EAU POTABLE PAR MILIEU ET PAR QUINTILE DE BIEN-ÊTRE.....	17
GRAPHIQUE 26 : RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LEUR PERCEPTION DE LEUR ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ.....	17
GRAPHIQUE 27 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT ACCÈS À L'INTERNET PAR MILIEU DE RÉSIDENCE ET PAR QUINTILE DE BIEN-ÊTRE.....	18
GRAPHIQUE 28: PROPORTION DES MÉNAGES EN SITUATION DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (EN %).....	19
GRAPHIQUE 29: PROPORTION DES MÉNAGES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SÉVÈRE (EN %).....	20
GRAPHIQUE 30 : ECHELLE DE MESURE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE VÉCUE (UNITÉ : %).....	20



GRAPHIQUE 31 : LES PRINCIPAUX TYPES DE CHOC TOUCHANT LES MÉNAGES. ....21  
GRAPHIQUE 32 : LES DIFFÉRENTS TYPES DE STRATÉGIES ADOPTÉES PAR LES MÉNAGES..... 21  
GRAPHIQUE 33 : TYPES D'AIDES REÇUES .....22  
GRAPHIQUE 34 : LES DIFFÉRENTS TYPES DE DONATEURS .....22

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Proportion de ménages convaincus de la raison principale de non envoi à l'école Unité : %..... 12  
Tableau 2 : Opinion des ménages sur le niveau de vie par rapport à leur voisin (Unité : %)..... 18  
Tableau 3 : Opinion des ménages sur les aides qu'ils pourraient bénéficier du gouvernement (Unité : %) ..... 19





## 1. INTRODUCTION

Vers la moitié du mois d'Octobre 2020, c'est-à-dire plus de sept mois après l'arrivée de l'épidémie de COVID-19, l'État d'urgence sanitaire est levé sur tout le territoire malgache. Cette décision est prise suite à la constatation de la baisse des nouveaux cas de COVID. Cette annonce indique un « retour à la normale » pour la population qui est aux aguets pour vivre. En effet, les enquêtes précédentes ont révélé que la majorité de travailleurs vivent dans un environnement d'incertitude quant au retour à l'emploi. La fermeture des commerces ou des services dits non-essentiels est citée comme principale raison de perte d'emploi. En zone rurale, les agriculteurs font face à la baisse de leur prix de vente due à la difficulté d'écoulement des produits vers les zones urbaines. Face aux différents chocs économiques et sociaux que peuvent subir les ménages, la mesure adoptée par presque la moitié d'entre eux est de réduire leur consommation alimentaire ou non alimentaire.

Pour soutenir les efforts du Gouvernement dans la gestion de la crise de COVID -19, l'Institut National de la Statistique (INSTAT) continue de recueillir et d'analyser pour la troisième

fois les données de l'Enquête à Haute Fréquence auprès des Ménages (EHFTM). La collecte des données a débuté le 03 novembre et s'est achevée le 18 novembre 2020 et la couverture temporelle de l'enquête peut s'étendre jusqu'au 05 octobre 2020 selon la période de référence exigée dans le questionnaire. Dans le respect des mesures sanitaires et de la distanciation sociale, la mise en œuvre de l'interview est maintenue à distance en suivant l'approche CATI ou l'enquête assistée par ordinateur par téléphone.

Les thèmes développés pour cette troisième vague sont quasiment les mêmes que dans la précédente à savoir : les comportements et attitudes adoptés par les ménages vis-à-vis de la COVID-19, l'impact économique sur l'emploi, l'impact sur les conditions de vie des ménages, la sécurité alimentaire et les chocs subis ainsi que les mécanismes amortisseurs adoptés par les ménages. Toutefois, compte tenu du fait que les infrastructures sanitaires sont très sollicitées en ces temps de COVID-19, une attention particulière a été mise sur le thème de l'accès des ménages aux services de santé de base.

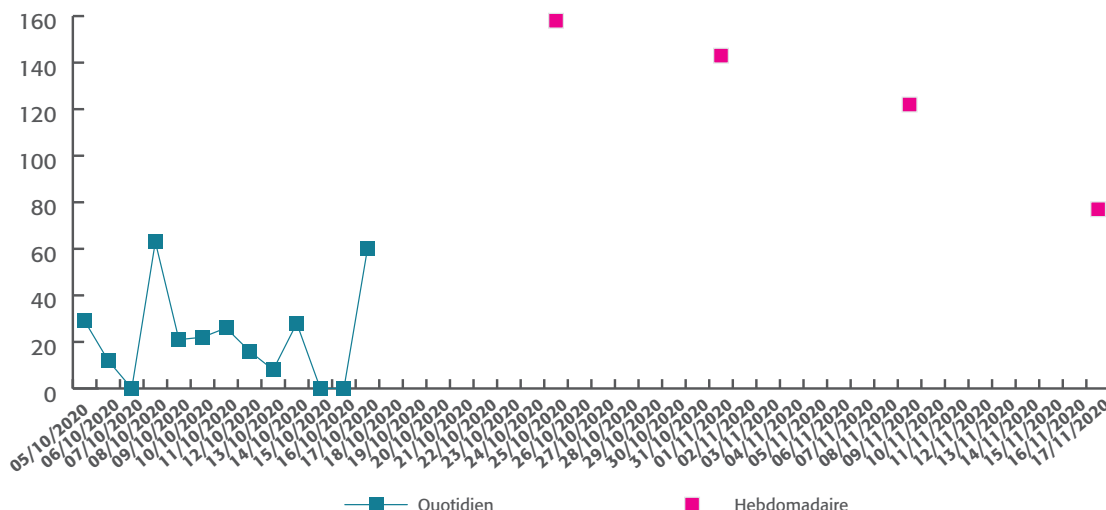
### Contexte

À partir du 19 octobre 2020, de nouvelles mesures d'allègement ont été appliquées. Il s'agit notamment de l'annulation de la mise en vigueur du couvre-feu sur l'ensemble du territoire, l'ouverture des transports des zones régionales et nationales ainsi que des vols intérieurs. Cependant, le port de masque et le respect des mesures sanitaires restent obligatoires et les mesures barrières doivent être respectées. Le rassemblement de plus de 200 personnes demeure interdit. De plus, à partir de cette date des bilans hebdomadaires de la situation sanitaire de COVID-19 remplacent les points d'information quotidiens. L'ouverture des vols internationaux prévue vers fin octobre est reportée dans plusieurs aéroports de Madagascar mais l'ouverture du tourisme à l'île de Nosy

Be est maintenue depuis le début du mois d'octobre 2020. Une liste de pays depuis lesquels l'embarquement vers Madagascar n'est pas autorisé est dressée conformément à la note de l'Aviation Civile de Madagascar (ACM) du 18 octobre 2020. La rentrée scolaire 2020 – 2021 est programmée pour le 26 octobre 2020 tandis que la rentrée universitaire est prévue le 2 novembre 2020. Enfin, sur le plan d'aides sociales, la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNaPS) propose un prêt spécial dénommé « Tsinjo Fameno » au profit des employeurs et des employés du secteur privé depuis le 25 août 2020. Les inscriptions sont clôturées le 15 octobre 2020. Le remboursement du prêt se fera par mensualité pendant 12 mois à partir du premier trimestre de l'année 2021.



GRAPHIQUE 1: ÉVOLUTION DES NOUVEAUX CAS DE COVID-19 DU 05 OCTOBRE AU 17 NOVEMBRE 2020.



## 2. COMPORTEMENTS ET ATTITUDES DE LA POPULATION VIS-À-VIS DE LA COVID-19

Même si l'état d'urgence sanitaire a été levé à la mi-octobre 2020, l'État Malagasy continue d'encourager la population à effectuer les gestes barrières pour éviter le retour de la pandémie de COVID-19. À cet effet, le port obligatoire de

masque, le lavage régulier des mains ou l'utilisation des gels désinfectants, et la désapprobation sur les rassemblements surtout dans les endroits fermés sont maintenus.

**Le port de masque est le principal geste barrière que la population n'a pas pu respecter entre la fin octobre et la fin novembre.**

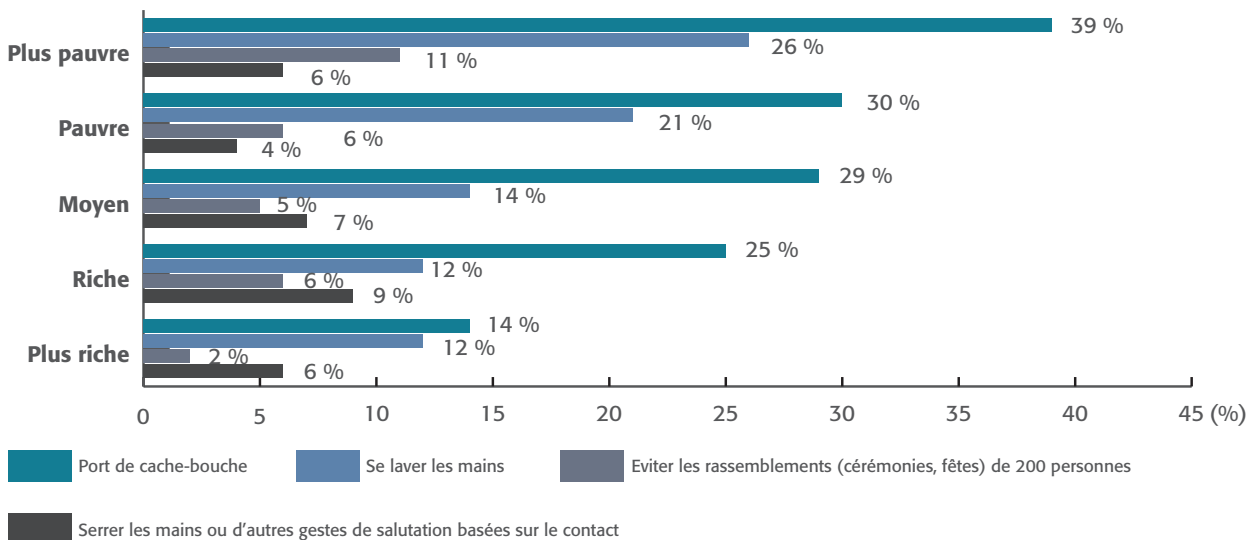
Malgré l'encouragement de l'État, 2 personnes sur 5 n'ont pas pu respecter les gestes barrières. Ce non-respect des gestes barrières est plus accentué dans les zones rurales (4 personnes sur 10) que dans les zones urbaines (3 personnes sur 10). Selon le quintile de bien-être, les ménages les plus pauvres sont les plus assujettis à ce phénomène (46%).

En outre, 1 personne sur 5 n'a pas pu laver régulièrement les mains, alors que 6% de la population seulement n'ont pas accès à suffisamment d'eau et 8% seulement n'ont pas accès au savon pour se laver les mains. Par ailleurs, les principales raisons empêchant la population d'accéder à suffisamment d'eaux sont la réduction de l'alimentation en eau (65% des personnes n'ayant pas accès) et la non-disponibilité de l'approvisionnement en eau (17% des personnes n'ayant pas accès).

Parmi les gestes barrières à effectuer, le port de masque est le moins respecté (avec 32% de la population totale), surtout chez les populations très pauvres avec une proportion de plus de 39%.



GRAPHIQUE 2 : LES GESTES BARRIÈRES NON RESPECTÉS SELON LE QUINTILE DE BIEN-ÊTRE.



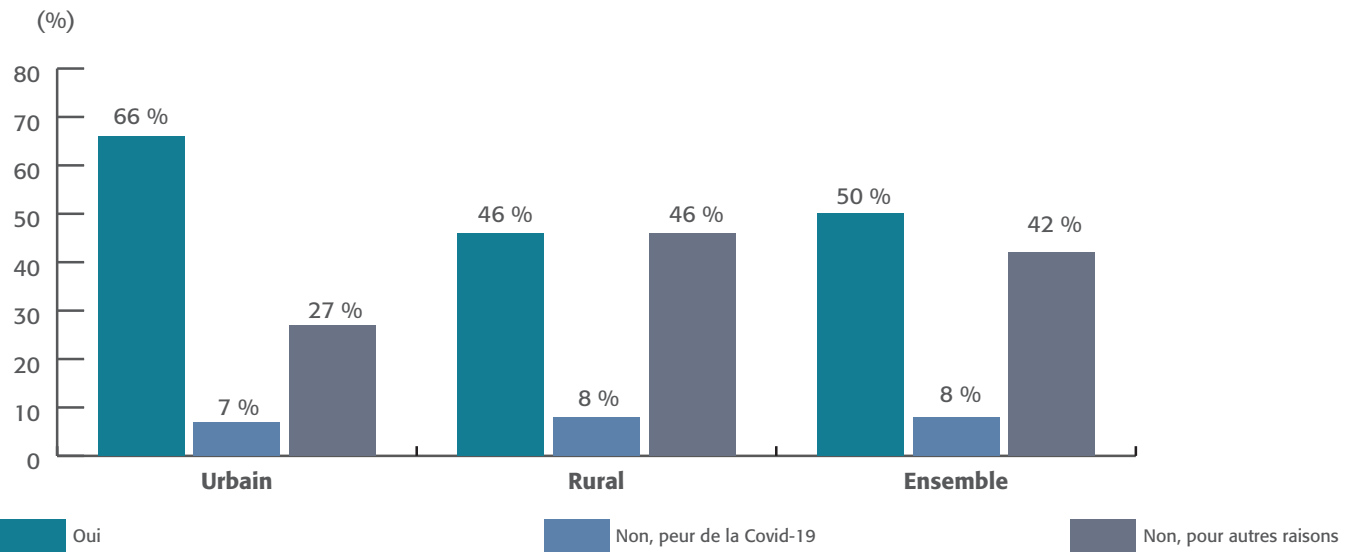
**D'un point de vue comportemental, les ménages commencent à revenir dans leurs habitudes.**

Par rapport au mois d'août, la proportion des ménages ayant réduit le nombre de fois pour aller au marché ou dans un magasin d'alimentation a fortement diminué, passant de 62% à 24% pour le mois de novembre. Cette diminution (aux alentours de 40 points de pourcentage) s'observe dans tous les zones (urbains ou ruraux) et pour toutes les classes sociales de la population.

Durant le mois de novembre, la proportion des ménages n'utilisant pas les transports en commun par peur de la COVID-19 est également très faible (moins d'une personne sur 10). Par contre, seule la moitié des ménages les prennent durant cette période. Les ménages urbains utilisent les transports en commun plus que les ménages ruraux.



GRAPHIQUE 3 : UTILISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN.



**Les précautions prises par les ménages ayant des personnes vulnérables parmi ses membres se sont un peu relâchées.**

Si au mois d’août, plus de 90% des ménages ayant des membres vulnérables (diabétiques ou enceintes ou ayant de problème au cœur, au vaisseau sanguin, hypertendu ou ayant plus de 60 ans) respectent les barrières sanitaires,

cette proportion a diminué et s’étale à 82% au mois de novembre. En ce sens, 9 personnes vulnérables sur 10 effectuent des sorties hors de son domicile au cours du mois de novembre contre seulement deux tiers au mois d’août.

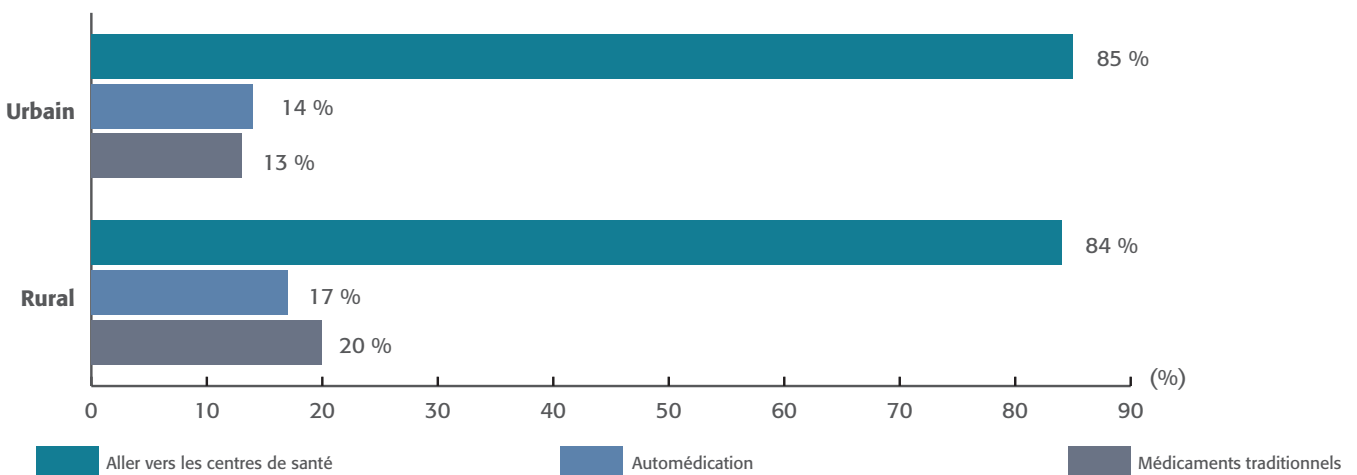
**Dans le cas où un des membres du ménage présente des symptômes semblables à ceux de la COVID-19, la plupart des ménages emmèneront le malade dans un centre de santé pour se faire diagnostiquer.**

Lors d’une présence de symptômes suspectés liés à la COVID-19 sur un des membres du ménage, plus de 8 ménages sur 10 choisissent d’envoyer le malade se faire diagnostiquer dans un centre de santé. Cette proportion ne dépend ni de la zone (urbain – rural) où réside le ménage, ni du niveau de bien-être de ce dernier.

Outre les consultations dans les centres de santé, en milieu urbain, 1 ménage sur 10 choisit l’automédication et 1 ménage sur 10 décide d’utiliser les médicaments traditionnels contre 2 ménages sur 10 en milieu rural pour chacun deux.



GRAPHIQUE 4 . PREMIÈRE RÉACTION DES MÉNAGES DANS LE CAS OÙ UN DE SES MEMBRES PRÉSENTE DES SYMPTÔMES SEMBLABLES À CEUX DE LA COVID-19



**Autres préoccupations des ménages**

La proportion de ménages satisfaits par les mesures prises par le gouvernement a augmenté de 9 points de pourcentage par rapport au mois d'août 2020.

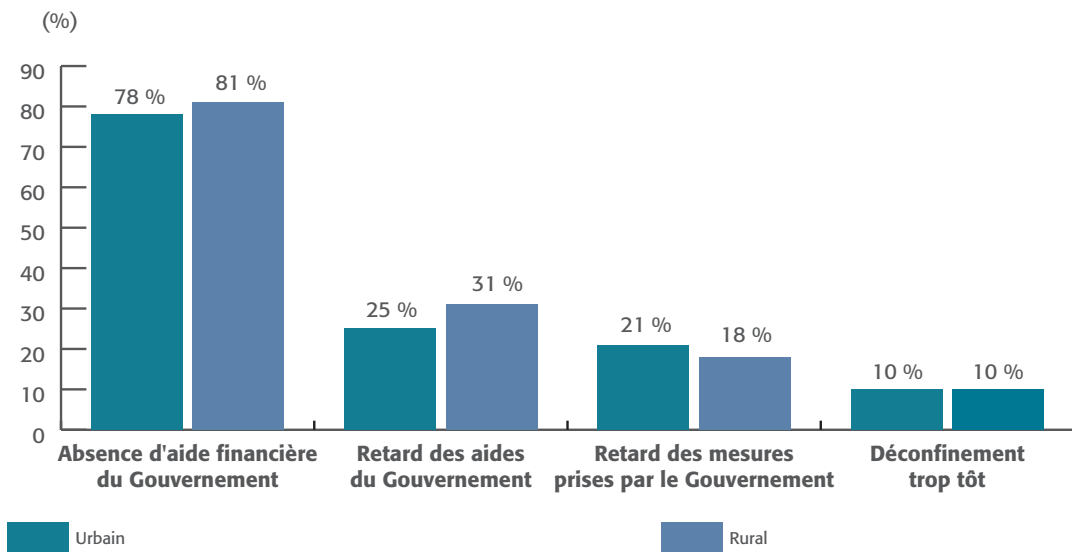
Les résultats de la collecte ont montré que 7 ménages sur 10 sont satisfaits par les mesures prises par le gouvernement au mois de novembre 2020. Les ménages résidant dans le milieu urbain sont plus satisfaits (73% des

ménages urbains) que ceux résidant dans le milieu rural (69% des ménages ruraux).

Les raisons d'insatisfaction sont plutôt liées aux aides du gouvernement. En effet, 8 ménages insatisfaits sur 10 se plaignent de l'absence d'aide financière du gouvernement, 3 ménages sur 10 évoquent des retards des aides.



**GRAPHIQUE 5 : RAISON D'INSATISFACTION SUR LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT, SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE**



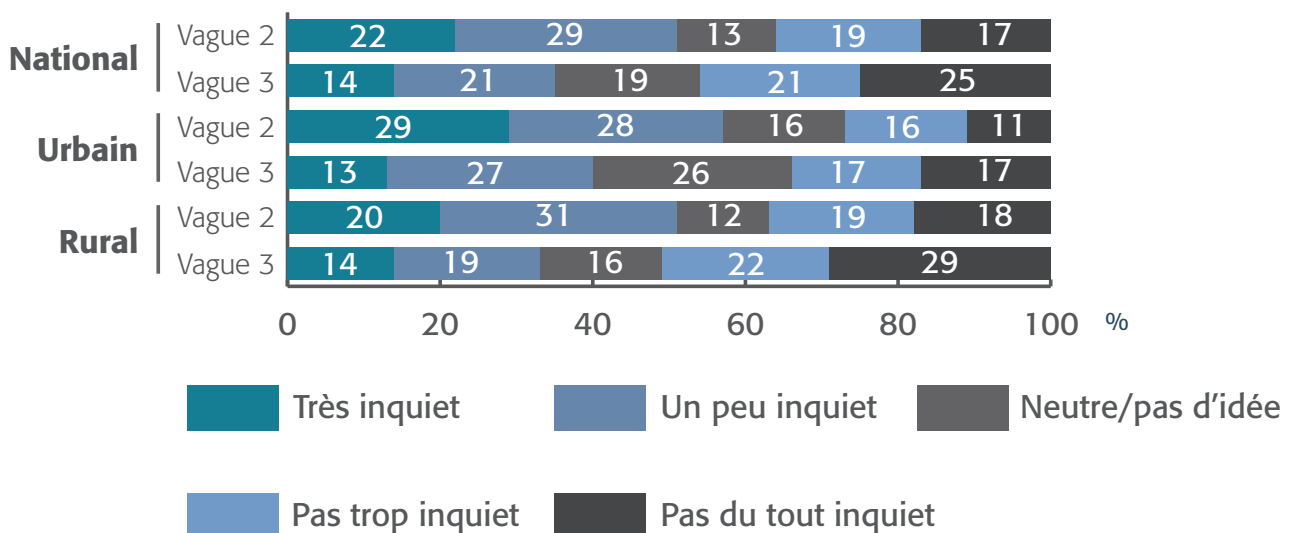
Le moral des ménages s'est amélioré depuis la levée de l'état d'urgence sanitaire.

La crainte d'une possibilité qu'un membre du ménage soit gravement malade s'estompe progressivement. En effet, dans la période du mois d'août, 1 ménage sur 2 est inquiet qu'un de ses membres soit gravement malade de la COVID-19, alors qu'au mois de novembre, seulement 1 ménage sur

3 évoque cette perception. Cette atténuation de l'inquiétude est plutôt observée chez les ménages résidant dans le milieu urbain et chez les ménages non aisés (pauvres et très pauvres).



**GRAPHIQUE 6 : INQUIÉTUDE SUR LA POSSIBILITÉ QU'UN MEMBRE DU MÉNAGE SOIT GRAVEMENT MALADE DE LA COVID-19**



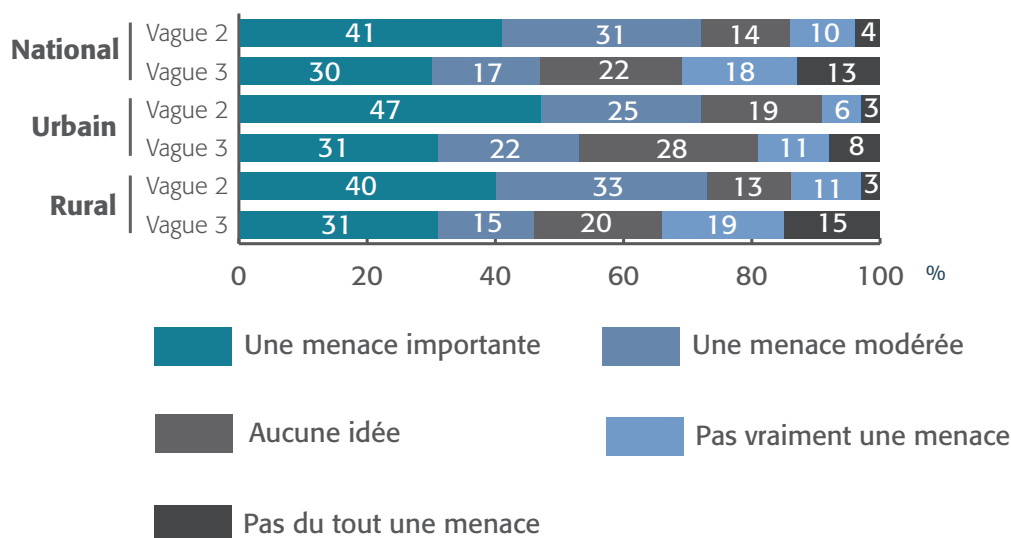


La menace financière que subit les ménages durant la période sanitaire s'adoucit également. Si au mois d'août 2020, 7 ménages sur 10 se sentent menacés financièrement à cause

de la crise liée à la COVID-19, seuls 5 ménages sur 10 le perçoivent au mois de novembre 2020. Cette diminution s'observe surtout chez les ménages résidant dans le milieu rural.



GRAPHIQUE 7 : INQUIÉTUDE SUR LA MENACE FINANCIÈRE ENGENDRÉE PAR LA CRISE LIÉE À LA COVID-19



### 3. IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA COVID-19 SUR L'EMPLOI

Au début du mois d'octobre, la situation sanitaire semble s'améliorer pour Madagascar. Les déclarations des autorités font état d'une forte diminution des nouvelles infections au coronavirus. Cette nouvelle donne n'est pas sans conséquence sur les mesures prises par l'État malagasy. L'état d'urgence sanitaire est alors levé sur l'ensemble du territoire national. En outre, cette situation est synonyme d'une reprise

des activités économiques à l'image de la réouverture du tourisme à Nosy Be dès le 1<sup>er</sup> octobre. Toutefois, l'épidémie du coronavirus n'est pas terminée. La vigilance reste le mot d'ordre. Évidemment, la fin de l'état d'urgence sanitaire et ses corollaires ont des effets sur l'économie, notamment sur l'Emploi.

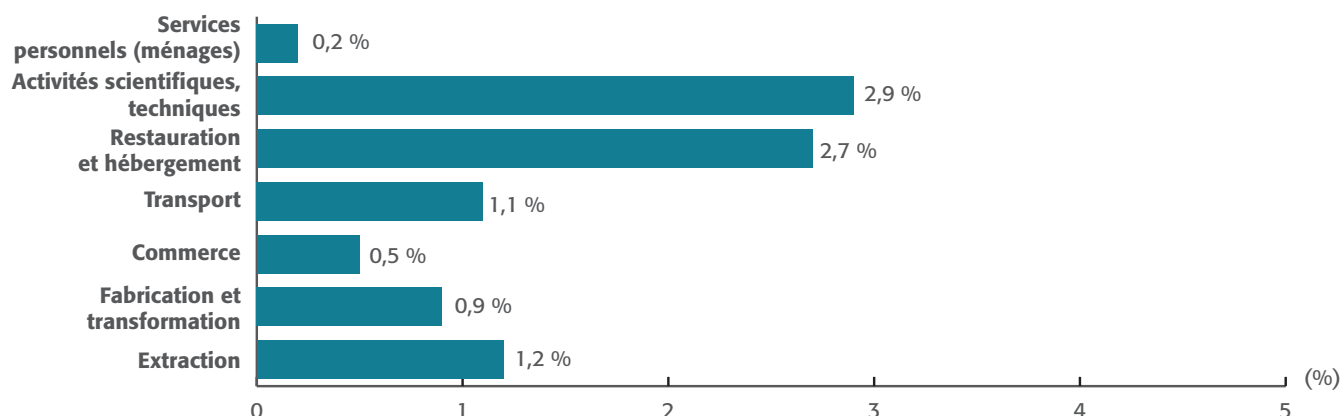
#### Une forte diminution des pertes d'emplois liées à la pandémie de la COVID-19

La fin du couvre-feu et le retour à la « normale » du quotidien de la population sont gages d'une reprise des activités économiques à Madagascar. La levée des restrictions imposées afin de maîtriser la propagation de la pandémie a donné une bouffée d'oxygène à l'économie. Ce constat est d'autant plus palpable au niveau de l'emploi. Au mois de novembre, un mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire, les emplois perdus à cause de la COVID-19 ont fortement diminué. Le taux de perte d'emplois lié à cette crise sanitaire est ainsi de 0,3%. Ce chiffre représente 1,4% des ménages. Notons qu'au mois d'août, ce taux était de 4,4% correspondant à 10,1% des ménages.

Néanmoins, certaines branches de l'économie enregistrent des pertes d'emplois relativement importantes. Il s'agit entre autres des branches de la Restauration et de l'Hébergement, du Transport et puis celle de l'Extraction. Globalement, ces dernières portent sur les métiers œuvrant dans le Tourisme et sur ceux des industries d'extraction. Notons que la branche des Activités scientifiques et Techniques comptabilise un fort taux de perte d'emplois (2,9%) au mois de novembre contre la branche des industries de Loisirs, Arts et Spectacles (39,5%) au mois d'août.



GRAPHIQUE 8 : PERTE D'EMPLOIS LIÉE AU COVID-19 PAR PRINCIPALES BRANCHES D'ACTIVITÉS (EN %)



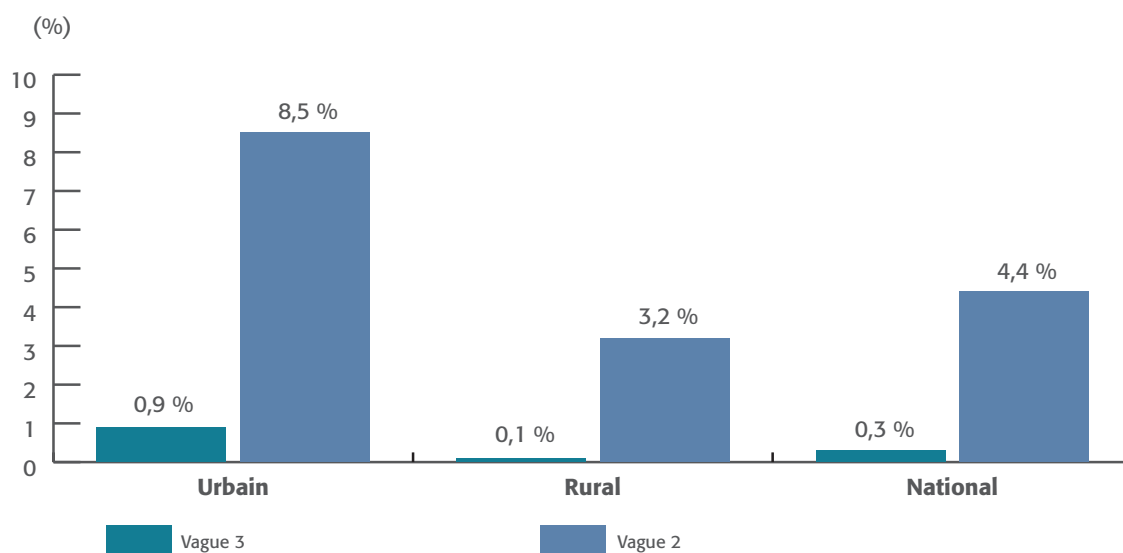
### Le milieu urbain reste le plus touché par les impacts de la COVID-19 sur l'Emploi

De par la structure de l'économie malagasy, l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'emploi se fait plus ressentir en milieu urbain qu'en milieu rural. Comme durant les mois de juin (vague 1) et août (vague 2), les zones urbaines sont plus touchées par les pertes d'emplois liées au COVID-19

que les zones rurales. L'Agriculture qui globalement se fait en milieu rural est rappelons-le quasiment épargnée par les suppressions de travail. Au contraire, le milieu urbain abrite les professions dont les pertes d'emploi sont importantes comme le commerce, la restauration, le transport, etc.



GRAPHIQUE 9 : PERTES D'EMPLOIS LIÉES AU COVID-19 SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE (EN %)

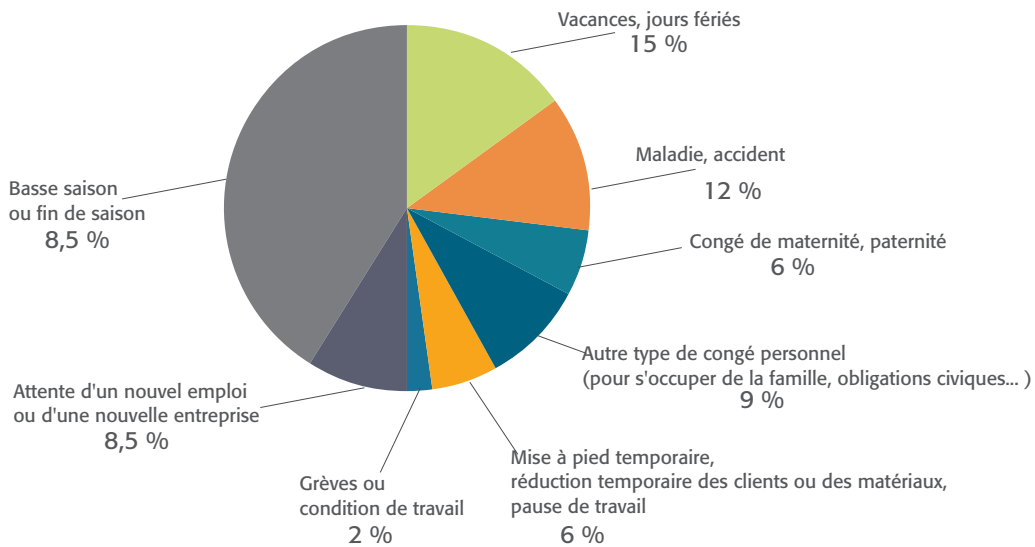


Toutefois, le revers de la médaille est l'augmentation de la part des pertes d'emplois liées à des facteurs autres que la COVID-19. En effet, 75% des emplois perdus sont causés par d'autres raisons. Le reste soit 25% est lié à la COVID-19. En comparaison au mois d'août, 76% des emplois perdus sont

liés au COVID-19 et le reste à d'autres raisons. Bien que l'impact de la COVID-19 sur l'emploi soit mitigé, l'emploi reste donc un des domaines de l'économie dont des actions prioritaires sont à entreprendre pour une relance effective de la croissance.



GRAPHIQUE 10: RAISONS DE LA PERTE D'EMPLOIS AUTRES QUE LA COVID-19



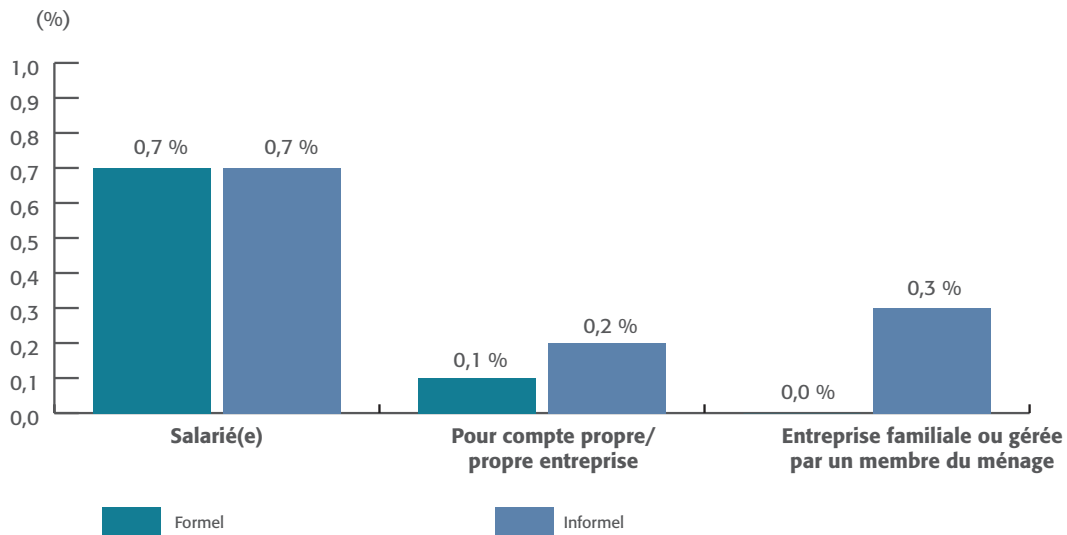
**Le secteur formel reste en proie aux pertes d'emplois**

Pour chacune des vagues de cette enquête, le secteur formel est le plus vulnérable quant aux pertes d'emplois liées à la crise sanitaire. En effet, le taux de perte d'emplois liée à la COVID-19 dans le secteur formel est de 0,5% contre 0,2% pour le secteur informel. Par rapport au mois d'août, une nette diminution des pertes d'emplois est constatée pour

les travailleurs pour compte propre/proprie entreprise. Peu importe le secteur (formel ou informel), cette tendance à la baisse est annonciatrice d'une reprise de l'entrepreneuriat suite à la levée des mesures de restrictions prévues pour maîtriser la propagation de la pandémie.



GRAPHIQUE 11 : PERTE D'EMPLOIS LIÉE AU COVID-19 PAR CATÉGORIES D'EMPLOIS ET PAR SECTEUR



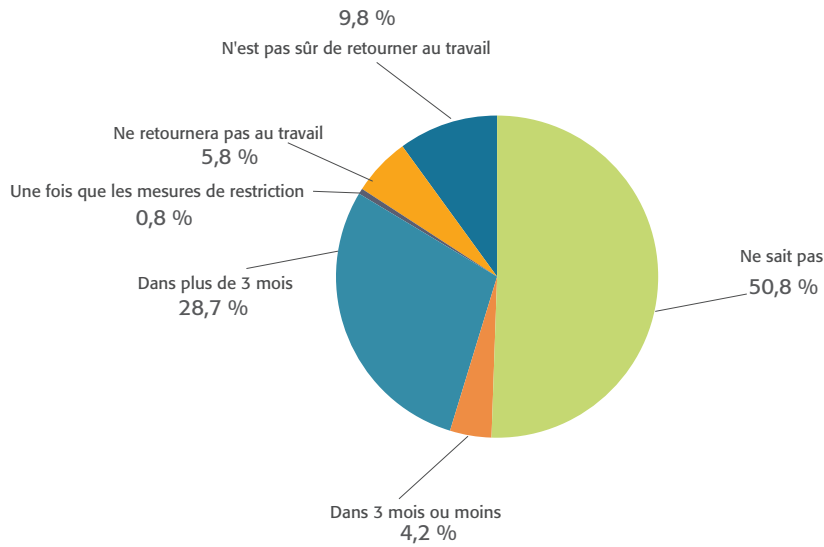
**L'avenir des travailleurs est incertain quant au retour probable à l'emploi**

Malgré la reprise des activités productives, un travailleur sur deux ayant perdu un emploi reste sceptique quant au retour probable à leur occupation. Ce sentiment d'incertitude est d'autant plus accentué puisque qu'au mois d'août, cela ne concernait que 35,0% des travailleurs en perte d'emplois. Au mois de novembre, 28,7% des travailleurs déclarent pouvoir

reprendre leur travail dans plus de trois mois alors que ces derniers étaient de 11,3% au mois d'août. La levée des mesures de restriction n'a donc pas donné plus d'assurance aux travailleurs quant à une éventuelle sécurité et stabilité dans leurs emplois.



GRAPHIQUE 12 : PERCEPTION DES TRAVAILLEURS SUR LA DATE PROBABLE DE RETOUR À L'EMPLOI (EN %)



Concernant le lieu de travail après la fin de l'état d'urgence sanitaire, aucun changement notable n'est à signaler entre le mois d'août et le mois de novembre. En effet, la grande majorité des travailleurs exerce leur emploi dans une ferme, un terrain agricole ou une station de pêche (47,3%). Le télétravail reste marginal comme mode de travail avant et après la fin des mesures de restriction.

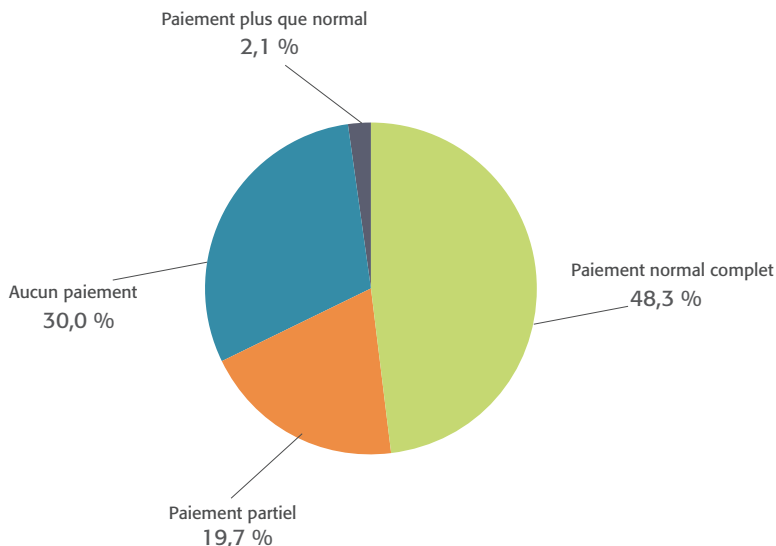
D'ailleurs, ce sont toujours les professions employant peu de personnes sur le site de travail qui arrivent à tirer leur épingle du jeu en cette période de déconfinement total. À

cet effet, environ 72,3% des emplois comptabilisent moins de 4 personnes sur le lieu de travail.

Cependant, qui dit déconfinement total dit meilleure rémunération. Au mois de novembre, une nette évolution est observée en termes de rémunération des travailleurs. Force est de constater que la proportion des travailleurs recevant un paiement normal complet a augmenté de 17 points entre août (31,8%) et novembre (48,3%). D'ailleurs, certains travailleurs ont même vu leur rémunération plus élevée que d'ordinaire (2,1%).



GRAPHIQUE 13 : MODE DE RÉMUNÉRATION DES INDIVIDUS EN EMPLOI (EN %)



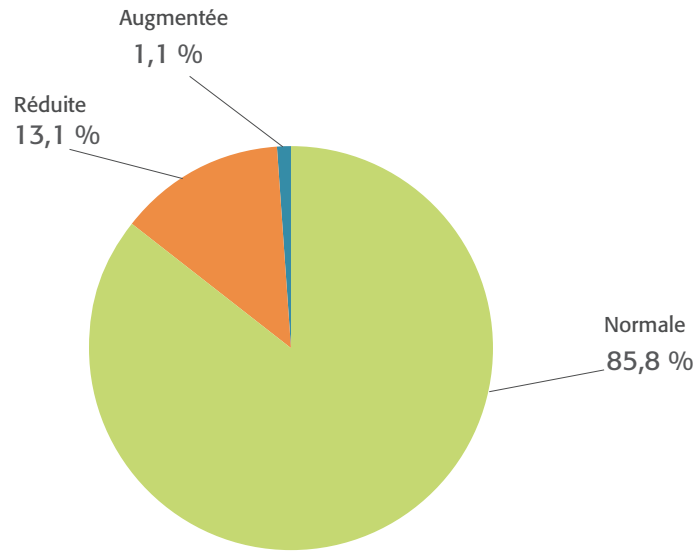
Le déconfinement décrété sur l'ensemble du territoire national s'accompagne logiquement d'un retour à la normale quant aux horaires de travail. Au cours du mois d'août, seul un travailleur sur deux avait un horaire normal dans son emploi. Actuellement, cela concerne plus de 8 travailleurs sur

10. Au-delà de l'aspect pécuniaire, l'augmentation du temps de travail qui est un socle de la relance économique fait ainsi partie des avantages mis en exergue par la maîtrise de la pandémie.





GRAPHIQUE 14 : HORAIRE DE TRAVAIL DES INDIVIDUS EN EMPLOI (EN %)



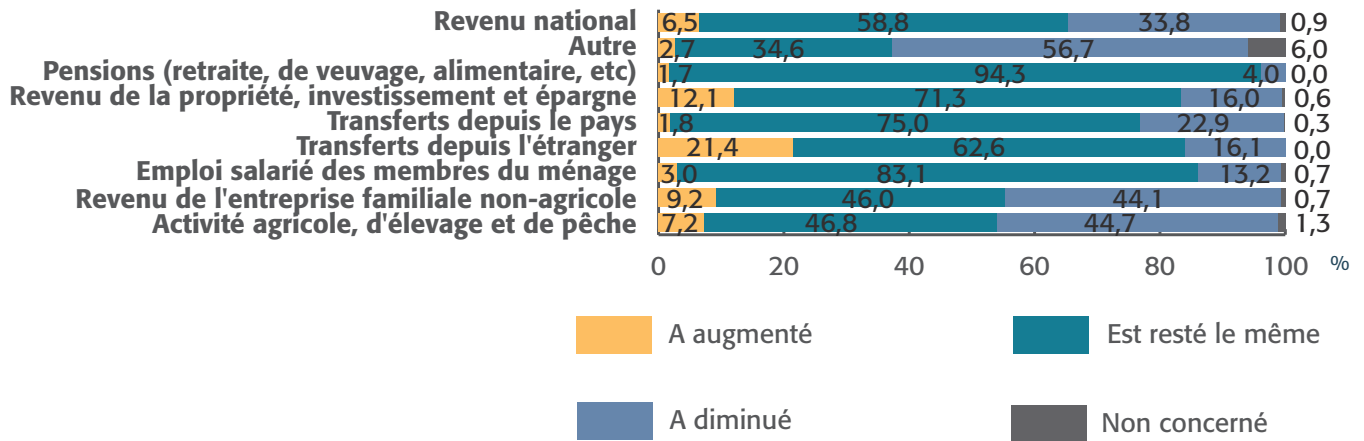
Vers une hausse des revenus des ménages

Sans surprise, le déconfinement a comme effet immédiat une amélioration des revenus des ménages. Rappelons qu’au mois d’août, 65,4% des ménages ont déclaré une baisse de leurs revenus totaux. En novembre, la tendance est renversée. Cette diminution du revenu concerne

désormais 33,8% des ménages, soit une baisse de plus de 31 points. Ce regain d’optimisme se fait ressentir sur l’ensemble des sources de revenu des ménages sauf pour les aides gouvernementales dédiées à la lutte contre la COVID-19 dont la quasi-totalité déclarent ne plus en être bénéficiaire.



GRAPHIQUE 15 : SITUATION DU REVENU DES MÉNAGES



## 4. IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID19 SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

L’analyse des effets de la pandémie de covid19 sur les conditions de vie de la population porte essentiellement sur les difficultés d’accès à des besoins essentiels tels que les produits pharmaceutiques, les cache-bouches et les principaux produits alimentaires comme le riz, les fruits et les légumes. En outre, cette partie mettra également un focus sur l’accès

des ménages à des services sociaux tels que l’éducation, les soins médicaux, les services de santé, les services financiers et les conditions d’habitation (eau, électricité et internet).

## Accès aux besoins essentiels (produits pharmaceutiques et masque)

### Une forte amélioration de l'accès des ménages à des besoins essentiels à usage préventif

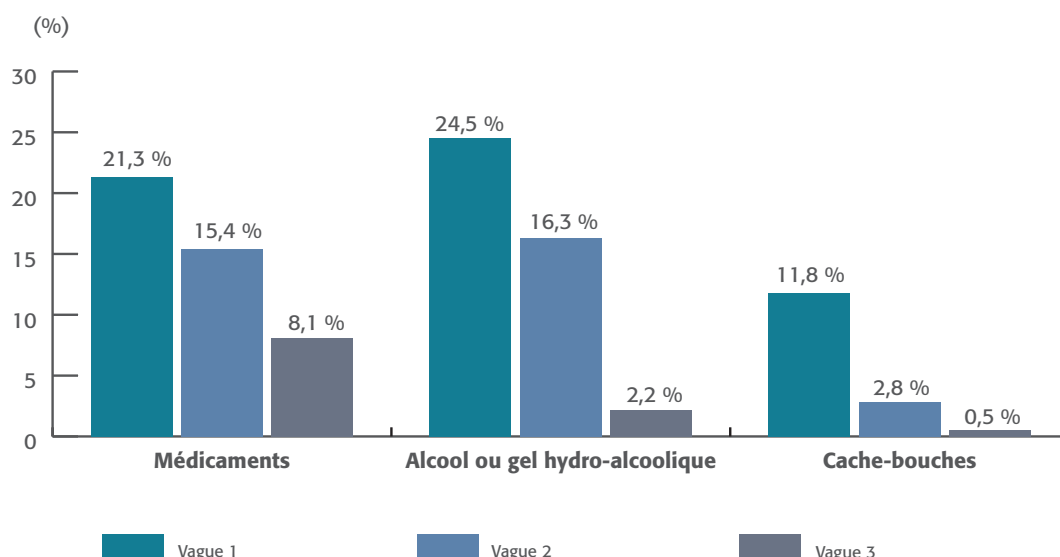
Seulement 8% des ménages éprouvent actuellement des difficultés à acheter des médicaments et moins de 3% pour l'acquisition des gels hydroalcooliques, une meilleure situation comparée aux résultats antérieurs.

Par rapport aux résultats précédents, l'accès de la population à des produits pharmaceutiques et des masques s'est fortement amélioré au mois de Novembre 2020. En effet, la proportion des ménages ayant eu des difficultés pour satisfaire leurs besoins essentiels à usage préventif a baissé significativement de 14 points pour l'achat des gels hydroalcooliques et de 7 points pour celui des médicaments. De manière spécifique, l'enquête a révélé que 8,1% des ménages éprouvent

des difficultés pour se procurer des médicaments, contre 15,4% au mois d'août 2020, et les problèmes d'acquisition des gels hydroalcooliques ne sont ressentis que par 2,2% des ménages, contre 16,3% et 24,5% respectivement en juin et août 2020. En outre, la quasi-totalité des ménages n'ont plus de difficultés pour s'acquies des cache-bouches.



GRAPHIQUE 16 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT EU DES DIFFICULTÉS À ACHETER DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET DES CACHE-BOUCHES ENTRE JUIN ET NOVEMBRE 2020



Les problèmes d'accès à des besoins essentiels à usage préventif sont toujours liés à la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages.

L'une des principales raisons la plus évoquée par les ménages ayant eu des difficultés à acheter des produits pharmaceutiques et des caches-bouche est la détérioration de leur pouvoir d'achat, principalement due à la baisse de l'activité économique - effet de l'apparition de la pandémie. Par contre, les résultats montrent qu'en novembre 2020, seul

un ménage sur deux (52%) n'arrive pas à acquies des gels hydro-alcooliques, faute de moyens financiers, contre 75% en août 2020. Outre les raisons monétaires, la rupture des stocks et les raisons liées au transport font également partie des motifs cités par quelques ménages.

## Accès aux produits alimentaires (riz, fruits et légumes et autres produits)

Les produits alimentaires concernent essentiellement le riz, les fruits et légumes ainsi que les aliments à base de citrons, ails et gingembres.

### Persistance des difficultés éprouvées par les ménages en approvisionnement en aliments de base comme le riz

Malgré le déconfinement et contrairement aux autres produits, l'accès des ménages à s'approvisionner en produits alimentaires de base comme le riz s'est détérioré entre août et novembre 2020. En effet, plus de 35% des ménages sont actuellement confrontés à des difficultés à acheter du riz,

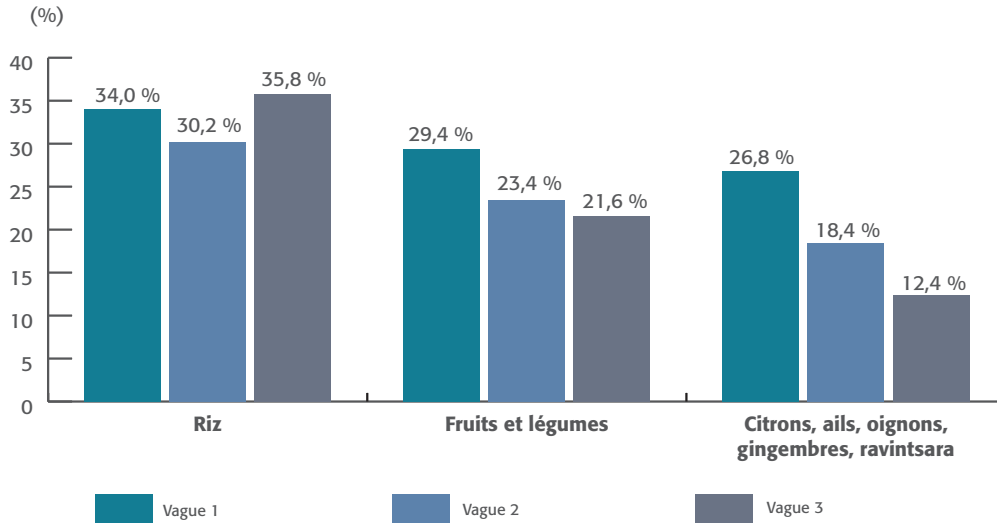
soit une hausse de 5 points par rapport à la situation au mois d'août. Pourtant, une légère amélioration est perçue quant à la situation de l'accès de la population à des fruits et légumes et aux autres produits à base tels que le citron, l'ail et le gingembre (respectivement une baisse de 2 et 6



points de la proportion des ménages ayant eu des difficultés à s'en procurer).



**GRAPHIQUE 17 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT EU DES DIFFICULTÉS À ACHETER DES PRODUITS ALIMENTAIRES**



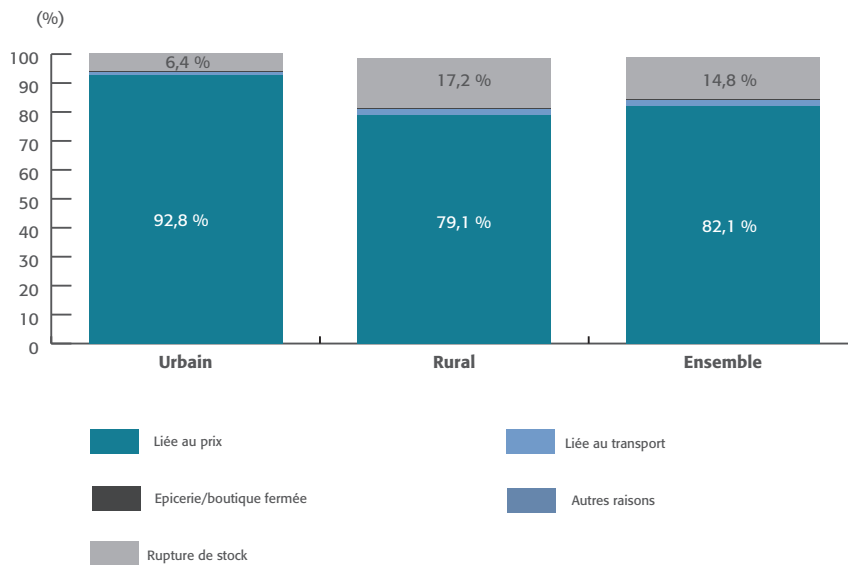
Le manque de moyens financiers demeure toujours l'origine des difficultés des ménages à acheter des produits alimentaires.

La faiblesse du pouvoir d'achat des ménages est le principal obstacle à l'acquisition des produits alimentaires entre juin et novembre 2020. En effet, plus de 95 % des ménages sont concernés par ce problème dans leur approvisionnement en riz. En outre, une autre raison entravant l'accès à des

produits alimentaires est l'indisponibilité des produits due à la rupture de stock : un motif plus souvent rencontré en milieu rural qu'en milieu urbain (17,2% contre 6,4% pour les difficultés à acheter du riz).



**GRAPHIQUE 18 : RÉPARTITION DES MÉNAGES AYANT EU DES DIFFICULTÉS À ACHETER DU RIZ SELON LES PRINCIPALES RAISONS PAR MILIEU DE RÉSIDENCE**



**Accès aux services sociaux de base**

**Accès à l'éducation**

71% des ménages ont des enfants âgés de plus de 3 ans allant à l'école avant la pandémie (mars 2020). Presque tous ces enfants reprenaient l'école durant la vague 3 sauf les enfants de 6,9% des ménages qui préféraient ne pas envoyer leurs enfants à l'école.

En ce qui concerne les raisons de non-envoi de leurs enfants à l'école, plusieurs raisons peuvent être envisagées telles que la peur de la maladie (0,7%), le manque d'argent (25,6%), l'école encore fermée (11,7%), autres (35,8%), et les non concernés (26,2%).

Pour plus de détails, environ un ménage sur cent déclarait avoir peur de la COVID-19. Cet état d'esprit touche beaucoup plus les ménages urbains (2,6%) et surtout les plus pauvres (1,3%), ce qui n'était pas le cas des ruraux. La fermeture de l'école n'était pas du tout la raison principale de non envoi à l'école des enfants pour les ménages pauvres. Par contre, elle l'est pour les ménages moyens (35,6%).

Après la réouverture progressive des écoles : 10,4% des ménages déclaraient avoir connu des changements à la hausse des horaires de classe de leurs enfants tandis que 6,3% des ménages ont connu une baisse des horaires de classe de leurs enfants. Ces changements d'horaires de classe touchent beaucoup plus les urbains que les ruraux. En termes de quintile de bien-être, les ménages moyens enregistraient plus une hausse des horaires de classe (15,4%) et les ménages les plus riches connaissaient plus une baisse des horaires de classe (13,8%). Par contre, les ménages pauvres, ont connu moins de changements d'horaires de classe : à la hausse (4,9%) et à la baisse (2,5%).



GRAPHIQUE 19 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT DES ENFANTS ÂGÉS DE PLUS DE 3 ANS SUBISSANT DES CHANGEMENTS DES HORAIRES DE L'ÉCOLE (EN %)

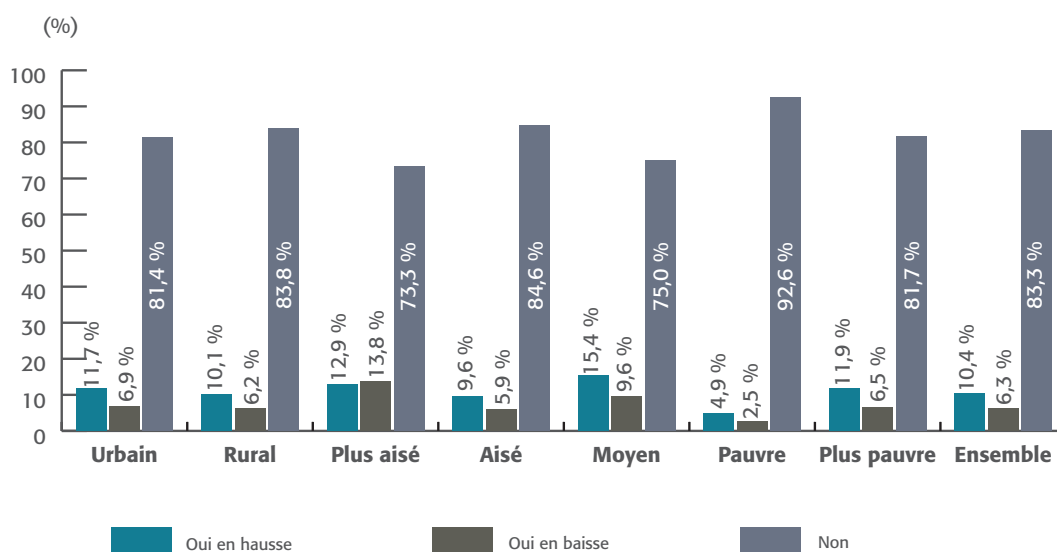


Tableau 1 : Proportion de ménages convaincus de la raison principale de non envoi à l'école Unité : %

		Peur de la maladie	Manque d'argent	Ecole encore fermée	Autres	Non Concernés
Milieu	Urbain	2,6	27,2	7,4	45,5	17,2
	Rural	0,0	25,1	13,3	32,3	29,4
	Plus aisé	0,0	6,6	13,1	60,8	19,6
	Aisé	0,0	39,6	7,4	41,0	12,1
	Moyen	0,0	9,6	35,6	26,9	28,0
Quintile du bien-être	Pauvre	0,0	37,9	0,0	13,0	49,1
	Plus pauvre	1,3	25,8	10,2	44,2	18,6
	Ensemble	0,7	25,7	11,7	35,8	26,2



## Accès à la santé

Cette section se focalise principalement sur l'accès des ménages à des soins médicaux et leur perception sur les services de santé au cours du mois de novembre 2020. Que ce soit en période normale ou en période de crise sanitaire, le

gouvernement doit améliorer et promouvoir, dans la mesure du possible, l'accès aux soins et aux services de santé de sa population, une tâche régalienne garantie par la Constitution.

### ▪ Besoins en soins médicaux

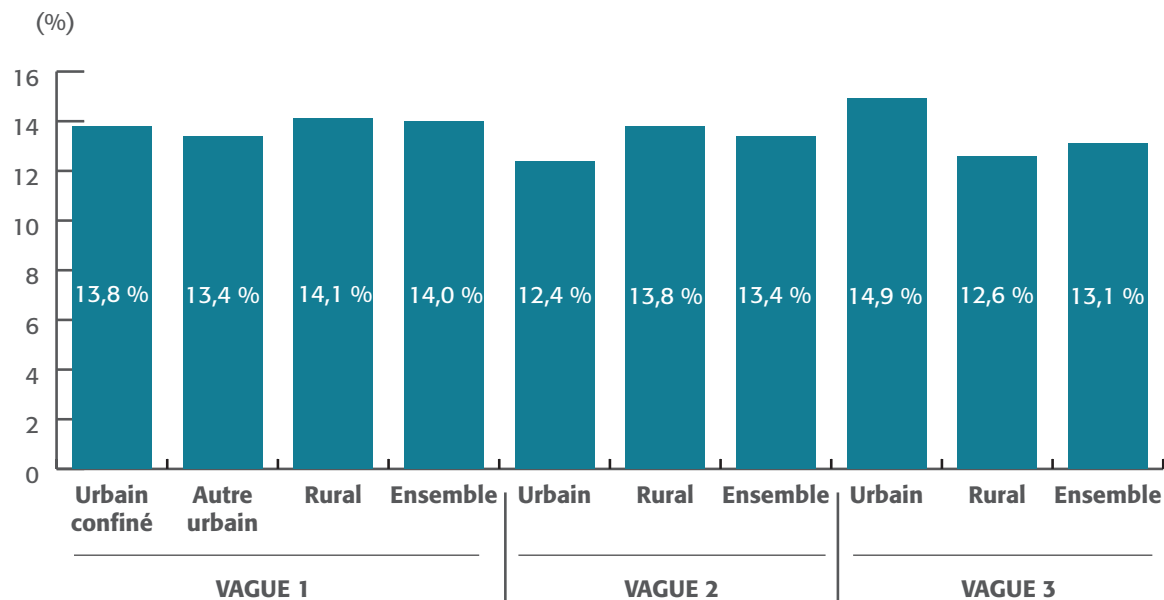
Une légère hausse des ménages urbains ayant eu besoin de soins médicaux.

Par rapport aux résultats antérieurs, la proportion des ménages ayant eu besoins des soins médicaux n'a pas statistiquement changé. Elle est passée de 14% en juin 2020 à 13,4% en août et 13,1% au mois de novembre 2020. Cependant, la

nécessité des ménages d'aller se soigner est relativement plus marquée en milieu urbain avec une proportion de 15%, soit une différence de plus de 2 points qu'en milieu rural.



GRAPHIQUE 20 : PROPORTION DE MÉNAGES AYANT EU BESOIN DE SOINS MÉDICAUX AU COURS DE LA DERNIÈRE SEMAINE SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE



L'apparition des symptômes liés à la pandémie de covid19 touche davantage les ménages ruraux, alors que les problèmes cardiovasculaires sont plus rencontrés en milieu urbain.

En novembre 2020, l'apparition des symptômes liés à la covid19 reste toujours les principales raisons de besoin en soins pour les ménages. En effet, la fièvre, la fatigue et le stress ne concernent que 25,6% des ménages, contre 31% au mois d'août dernier. En outre, les symptômes de la fièvre, de la fatigue et du stress touchent environ 35% des ménages, soit une hausse de 2 points en trois mois. Ces deux principales raisons concernent plus les ménages en milieu rural qu'en milieu urbain (respectivement 28,2% et 37,8% contre 18,2% et 24,8%) et les ménages dans les derniers quintiles de bien-être.

Quant aux autres maladies, la diarrhée et la douleur épigastrique frappent 12,6% des ménages, contre 8% pour les problèmes cardiovasculaires qui touchent davantage les ménages citadins (20,3% contre 4,3% en milieu rural). Par ailleurs, les maladies comme la céphalée, les problèmes dentaires ou les éventuels problèmes respiratoires ne concernent respectivement que 3,4%, 6,3% et 0,2% des ménages qui ont eu besoin des soins médicaux.

Une légère amélioration de l'accès des ménages à un traitement médical a été observée, mais une situation moins meilleure qu'en juin 2020.

Environ 82% des ménages ayant eu besoin de soins ont pu bénéficier d'un traitement médical, contre 75% en août et 88,5% en juin 2020. Une différence de près de 3 points

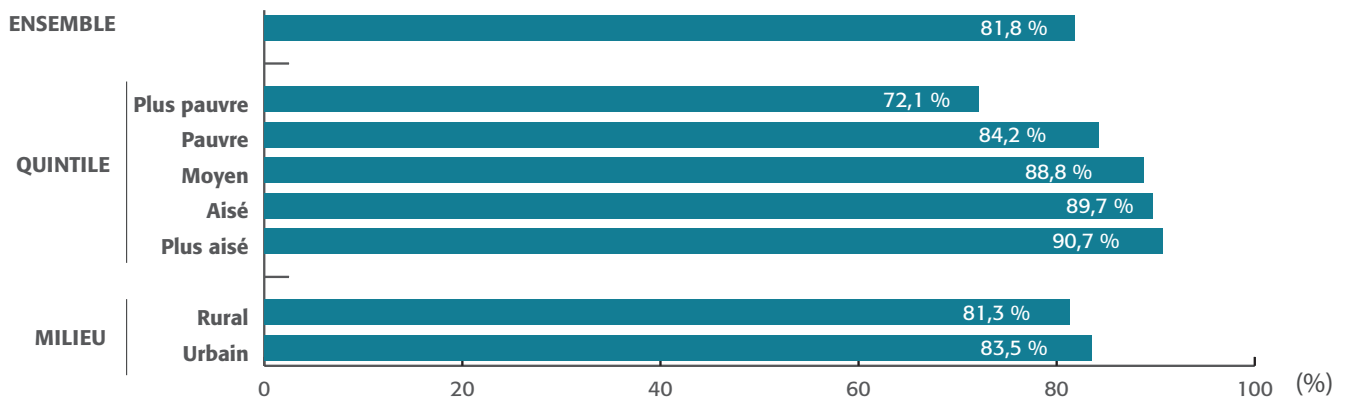
est observée selon le milieu de résidence, au profit des ménages urbains (84% contre 81,3% des ménages ruraux). En outre, il existe une relation positive entre le niveau de

bien-être des ménages et l'accès à un traitement médical. En effet, plus les ménages sont riches, plus la chance de bénéficier d'un traitement médical, suite au besoin de soins,

augmente, en passant de 72% chez les ménages les plus démunis à 91% chez les ménages les plus riches.



GRAPHIQUE 21 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT PU BÉNÉFICIER DE TRAITEMENT MÉDICAL PAR MILIEU DE RÉSIDENCE ET PAR QUINTILE DE BIEN-ÊTRE



#### Utilisation des services de santé

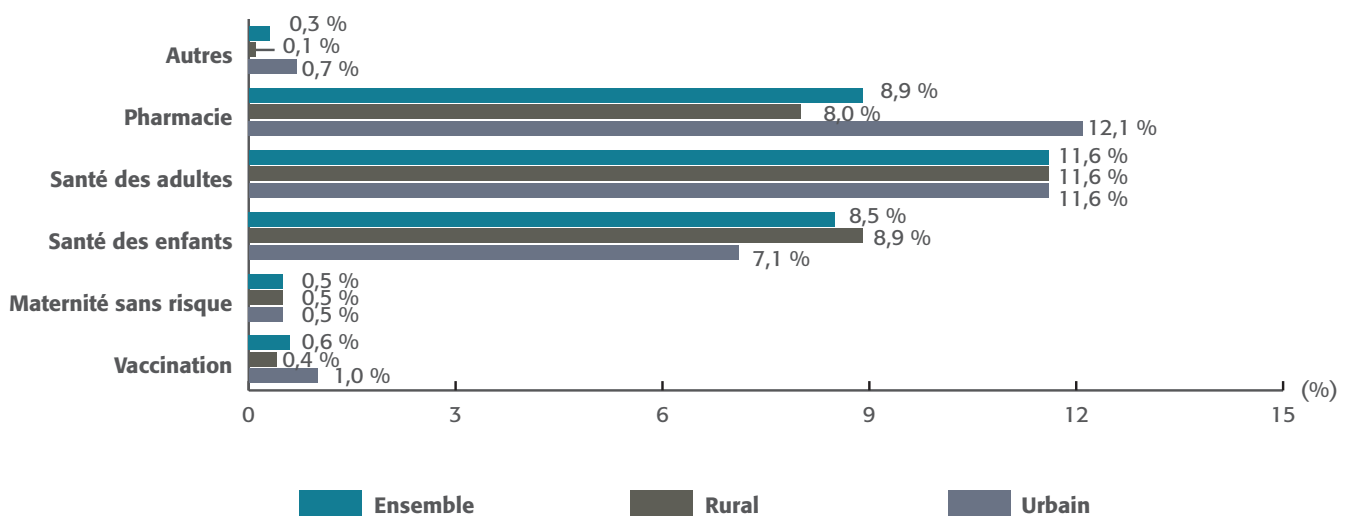
Les prestations relatives à la santé des adultes et des enfants et l'accès aux pharmacies sont les principaux services utilisés par les ménages.

Les résultats montrent qu'en novembre 2020, le principal service de santé utilisé par la population est celui lié à la santé des adultes et 11,6% des ménages en sont concernés. L'achat des médicaments et la consultation auprès des pharmacies concernent 8,9% des ménages surtout en milieu urbain (12% contre 8% en milieu rural), suivi des prestations

liées à la santé de l'enfant (8,5%). Les autres services tels que la vaccination à la naissance et de rappel et la maternité sans risque (soins de santé pré et post-natale et assistance à l'accouchement) sont peu utilisés pendant cette période et ne représentent respectivement que 0,6% et 0,5% des ménages.



GRAPHIQUE 22 : PROPORTION DES MÉNAGES PAR TYPE DE SERVICE UTILISÉ SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE (%)





## Le coût élevé du traitement médical et la non disponibilité de certains médicaments constituent les principales difficultés rencontrées par les ménages auprès des établissements de santé.

Quant aux problèmes rencontrés par le ménage, quels que soient les services utilisés, des ménages enquêtés déclarent avoir des problèmes par rapport au coût des services et/ou du traitement, dus à la faiblesse de leur pouvoir d'achat. Ceux-ci sont ressentis par les ménages surtout pour les prestations liées à la santé des enfants (63%) et les autres services comme les soins d'urgence et les soins dentaires (45%). Par ailleurs, la non disponibilité des médicaments et des consommables médicaux sont principalement

les difficultés rencontrées par les 41% des ménages ayant eu besoin des services liés à la santé des adultes. L'état de la propreté des établissements de santé et la longue attente auprès de ceux-ci ont été surtout observés par les ménages qui ont eu besoin de vacciner leurs enfants. De plus, les problèmes liés à la qualification, à l'absence et à l'accueil du personnel de santé sont également constatés par les ménages, mais à des proportions moins importantes.

## Malgré les différents problèmes rencontrés auprès des établissements de santé, les ménages ont apprécié les prestations offertes et certains d'entre eux ont aperçu une amélioration de la qualité des services rendus.

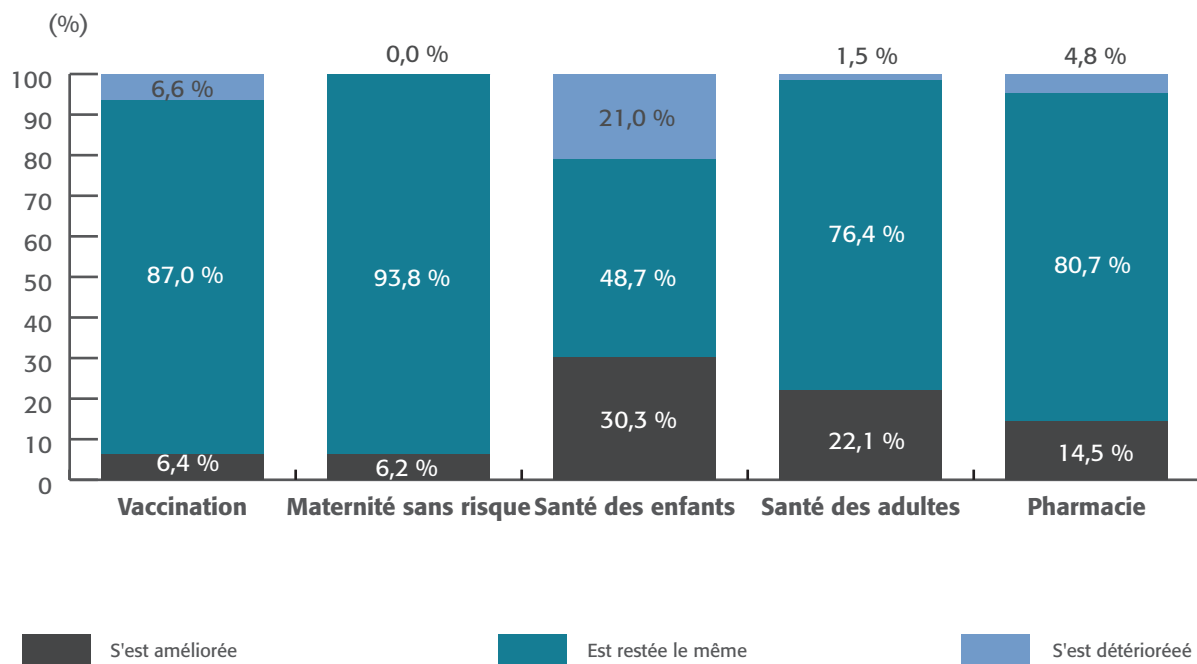
Les résultats ont révélé que la plupart des ménages ont apprécié les prestations offertes par les établissements de santé, surtout celles liées à la maternité sans risque (92,7%) et à la santé des adultes (93,4%). Pourtant, certains ménages n'ont pas été assez satisfaits des services offerts, surtout dans les prestations relatives à la santé de leurs enfants (18%) et à la vaccination (10%).

Globalement, parmi les ménages ayant utilisé les services de santé avant l'apparition de la pandémie, la majorité d'entre eux n'ont pas aperçu de changement de la qualité des services offerts par les établissements de santé. Si certaines prestations se sont améliorées après le confinement et le

passage de la pandémie, d'autres se sont en revanche détériorées. En effet, pour les ménages ayant eu besoin de soigner leurs enfants, plus de 30% d'entre eux ont observé une amélioration de la qualité des services rendus et 21% ont vu une détérioration de la qualité des prestations offertes. En outre, plus de 21% des ménages ayant utilisé les services relatifs à la santé des adultes ont perçu une amélioration des prestations offertes, contre 14,5% pour les services rendus par les pharmacies. Concernant le service de vaccination et la maternité sans risque, l'amélioration de la qualité des prestations a été constatée par certains ménages en ayant eu besoin avant le confinement et pendant la période de l'enquête.



GRAPHIQUE 23 : RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LEUR PERCEPTION SUR LE CHANGEMENT DE QUALITÉ DES PRESTATIONS PAR SERVICE DE SANTÉ



### Accès aux services financiers

#### L'accès des ménages aux services financiers s'est légèrement amélioré

En novembre 2020, 7,1% des ménages, contre 5,4% au mois d'août, ont répondu positivement au besoin d'aller à

la banque ou dans un bureau de transfert d'argent tels que western union, money gram et y effectuer des opérations

financières était la principale raison de leur visite, soit une augmentation de 1,7 point de pourcentage en trois mois.

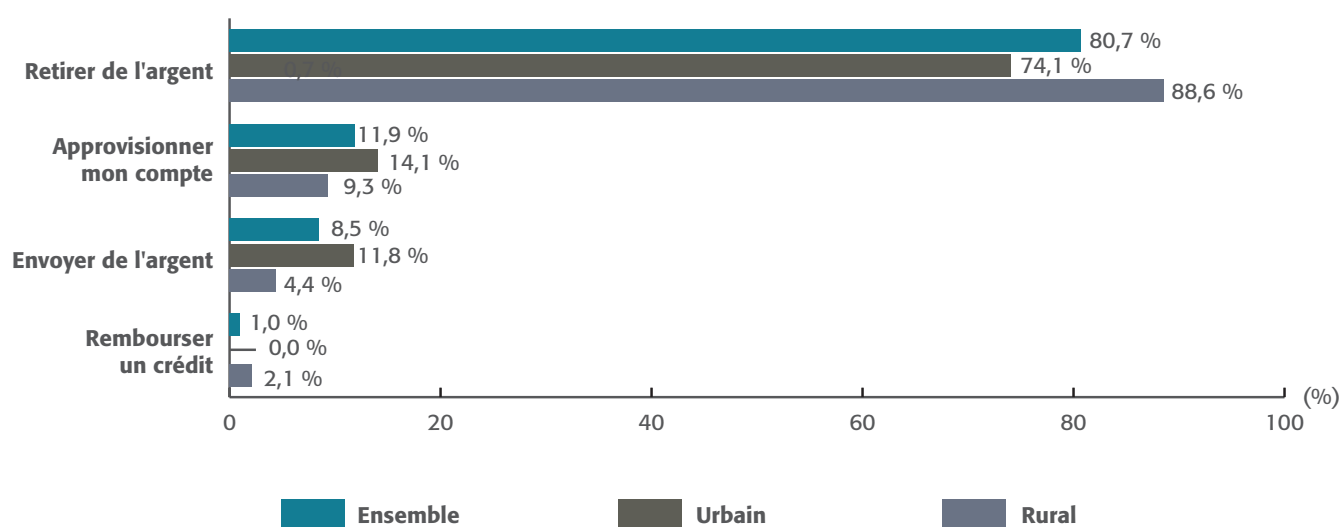
Les résultats ont révélé que l'activité de retrait d'argent se trouve au premier rang : 80,7% des ménages ayant eu besoin de services financiers en sont concernés. Cette opération est plus marquante dans les zones urbaines et dépasse largement celle en milieu rural, avec une proportion de 88,6% contre 74,1%.

Au second rang s'affiche l'opération d'approvisionnement de compte dont la concentration se trouve en milieu rural avec une proportion de 14,1% contre 11,9% sur l'ensemble et 9,3% en milieu urbain.

Outre, les ménages n'ont aucunement effectué des opérations de paiement de facture et de demande de crédit due principalement à la sensation d'incapacité de remboursement et au besoin d'épargne.



GRAPHIQUE 24 : PROPORTION DE MÉNAGES AYANT EU BESOIN D'ALLER CHEZ LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES RAISONS DES OPÉRATIONS CHEZ LES MÉNAGES (%)



### Accès aux services d'utilité publique (eau potable, électricité, ...)

La situation d'accès des ménages à l'eau potable n'a pas globalement changé de façon significative entre les deux périodes de l'enquête et les difficultés sont souvent dues à la réduction de l'alimentation en eau.

Entre août et novembre 2020, la proportion des ménages n'ayant pas eu suffisamment d'eau potable pour répondre à leurs besoins demeure presque inchangée, soit aux environs de 10%. Quel que soit le milieu de résidence considéré, la différence n'est pas statistiquement significative entre les deux périodes. Par rapport au quintile de bien-être, les ménages les plus pauvres et les ménages riches se voient les plus affectés par les problèmes liés à l'approvisionnement en eau potable. Pour les ménages des troisième et

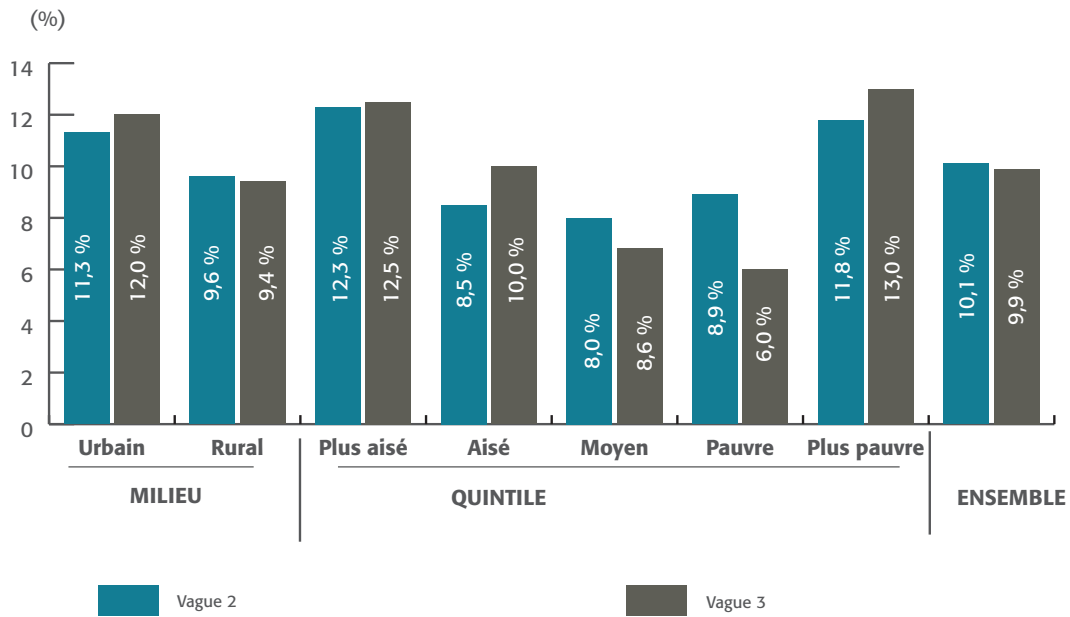
quatrième quintile, une légère amélioration de leur situation d'accès à l'eau potable est observée.

Parmi les ménages ayant des difficultés liées à l'accès à l'eau potable, plus de 74% d'entre eux ont déclaré que la réduction de l'alimentation en eau en est la principale raison. Par ailleurs, on ne peut pas négliger la non disponibilité de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales, qui y est considéré comme la deuxième cause de l'insuffisance d'eau potable pour les besoins des ménages.





GRAPHIQUE 25 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT EU DE DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'EAU POTABLE PAR MILIEU ET PAR QUINTILE DE BIEN-ÊTRE ENTRE LES DEUX VAGUES



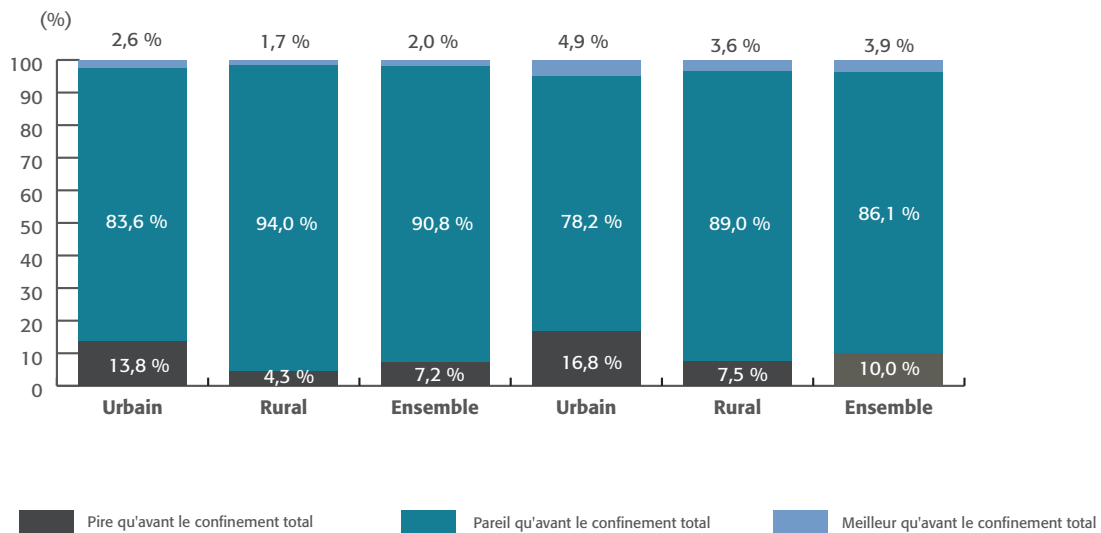
L'accès des ménages à l'électricité, comparé à celui avant le confinement s'est légèrement détérioré.

Les résultats du mois de novembre 2020 montrent que plus de 10% des ménages ont déclaré que leur accès à l'électricité était moins bon qu'avant le confinement total, contre 7% en août 2020. La situation est la même que ce soit en milieu

urbain ou rural, une différence de 3 points par rapport à la période précédente. Malgré cela, certains ménages ont évoqué un meilleur accès qu'avant la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, avec une évolution de 2 points en trois mois.



GRAPHIQUE 26 : RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LEUR PERCEPTION DE LEUR ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ



La situation d'accès des ménages aux services Internet est quasiment stable, à l'exception des ménages vivant en milieu urbain qui ont vu une meilleure situation. Par ailleurs, la connexion par téléphone est le mode d'accès privilégié par les ménages.

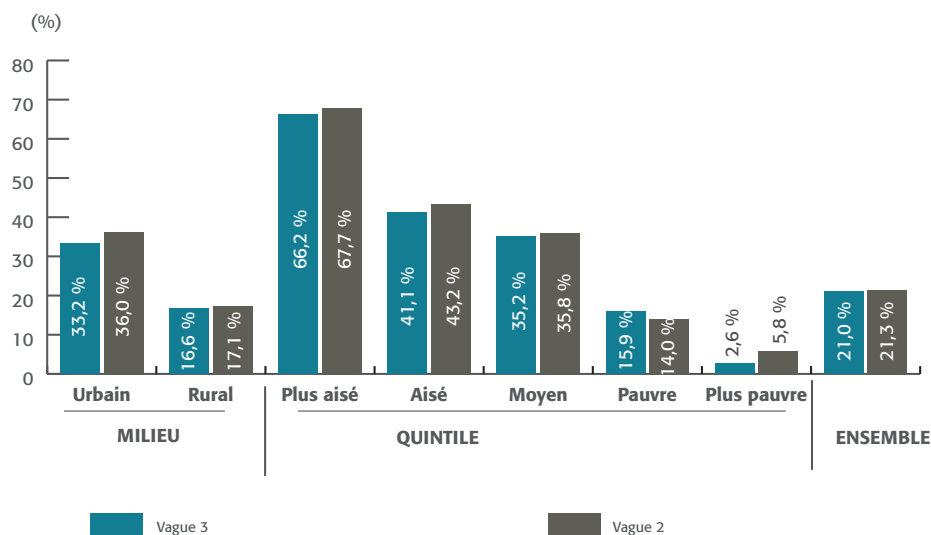
L'accès des ménages aux services Internet reste globalement inchangé durant les deux dernières vagues. Par contre, la situation est bien meilleure dans les zones urbaines puisque la proportion des ménages ayant accès à l'internet passe de 33% à 36% entre août et novembre 2020. Par ailleurs,

la structure suivant le quintile de bien-être est quasiment la même que les résultats précédents. En outre, le mode d'accès à l'internet le plus privilégié par les ménages reste toujours la connexion par téléphone. En effet, presque tous les ménages ayant accès à Internet (97%) utilisent leurs

téléphones mobiles pour se connecter et satisfaire leurs besoins en des tels services. Les autres modes d'accès comme la connexion par abonnement et celle par box fixe ne sont rencontrés que dans les zones urbaines.



GRAPHIQUE 27 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT ACCÈS À L'INTERNET PAR MILIEU DE RÉSIDENCE ET PAR QUINTILE DE BIEN-ÊTRE



### Perceptions subjectives du bien-être des ménages

- Plus d'un quart des ménages (26,3%) sont optimistes et estiment que, dans les 12 prochains mois, leurs conditions de vie iront mieux qu'aujourd'hui. Par contre, près de 14,9% pensent qu'ils iront un peu moins bien qu'aujourd'hui.
- Près de 27,1% des ménages ne sont pas satisfaits de leur niveau de vie actuelle.
- La plupart des ménages (39,8%) se sont sentis « assez peu anxieux » le jour précédant l'interview. Cet état d'esprit touche beaucoup plus les pauvres (53,3%) que les riches (26,9%). De même, les ménages ruraux (40,1%) se sentent plus anxieux que les ménages urbains (38,9%) comme dans l'enquête vague 2.
- Près de 17,1% des ménages sont actuellement très préoccupés par les effets potentiels du coronavirus sur leurs conditions de vie. Cette proportion est largement en diminution de 25,7 de pourcentage par rapport à la vague 2 (42,8%). Ce sentiment est plutôt partagé par les ruraux (17,1%) que par les urbains (16,9%), contrairement à ce qu'on a vu dans la vague précédente.
- Environ 62,4% des ménages estiment avoir un niveau de vie « moyen » par rapport à celui de leurs voisins.
- Près de 57,9% des ménages estiment qu'ils pourraient bénéficier des aides du gouvernement. Ce sont les ménages urbains (58,7%) et les pauvres (63,4%) qui estiment être bénéficiaires de ces aides.

Tableau 2 : Opinion des ménages sur le niveau de vie par rapport à leur voisin (Unité : %)

Que pensez-vous de la situation de votre ménage actuellement par rapport à votre voisin ?	Milieu		Total
	Urbain	Rural	
Plus pauvres	4,0	6,2	5,7
Pauvres	29,1	30,8	30,4
Moyens	64,3	61,8	62,4
Riches	2,6	1,2	1,5
Plus riches	0,1	0,0	0,0
Total	100	100	100



Tableau 3 : Opinion des ménages sur les aides qu'ils pourraient bénéficier du gouvernement (Unité : %)

Selon vous, est ce que votre ménage pourrait-il bénéficier des aides gouvernementale ?	URBAINE	RURAL	Plus Pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus Riches	Total
Oui	58,7	57,6	49,8	54,2	60,6	53,4	66,8	59,5
Non	28,4	30,8	35,2	24,1	24,6	26,6	15,3	22,5
Ne sait pas	12,9	11,6	15,0	21,8	14,8	19,9	17,9	18,1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

## 5. LA PANDÉMIE COVID ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

L'état de la sécurité alimentaire des ménages peut varier d'un mois à l'autre face à l'évolution du contexte COVID-19. L'approche FIES<sup>1</sup> est toujours maintenue pour mesurer et suivre l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire des ménages comme dans la vague 2. Dans l'ensemble, les ménages en situation de sécurité alimentaire représentaient respectivement de 26% et 23,1% dans la vague 1 et vague 2. Cette situation de sécurité alimentaire des ménages s'est améliorée, passée de 23,1% à 34,3% dans la vague 3. Soit une hausse marquante de 11,2 points de pourcentage. De plus, le pourcentage de ceux qui sont gravement touchés par la faim (3,3%) a significativement diminué par rapport à la vague 2.

1 Echelle de l'insécurité alimentaire basée sur les expériences.

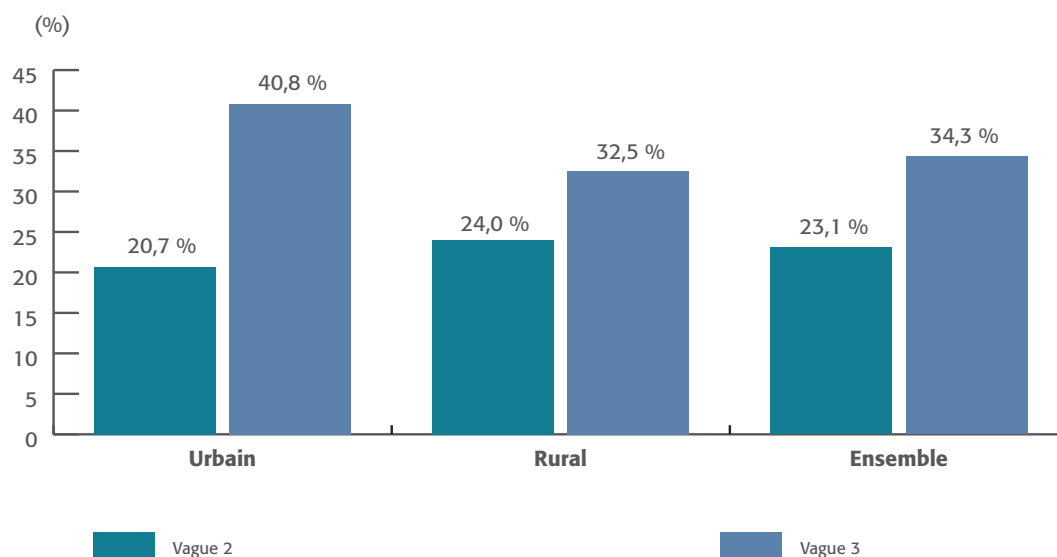
Face à l'évolution de la pandémie, les résultats ont montré qu'environ 34,3% des ménages se trouvent en situation de sécurité alimentaire<sup>2</sup>. Elle concerne beaucoup plus les urbains (41%) que les ruraux (33%), contrairement à la vague 2. Ceux qui sont gravement touchés par la faim<sup>3</sup> en raison du manque d'argent ou d'autres ressources représentent 3,3% des ménages. Ce chiffre est en baisse de 1,8 points de pourcentage par rapport à la vague 2 (5,1%). La proportion reste relativement élevée en milieu urbain (4,2%) qu'en milieu rural (3%).

2 Un ménage, n'ayant vécu aucune situation de faim parmi les huit questions énumérées au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête est supposé être en situation de sécurité alimentaire pendant l'enquête.

3 Des ménages qui ont vécu au moins une journée entière sans manger durant les 30 derniers jours de l'enquête



GRAPHIQUE 28: PROPORTION DES MÉNAGES EN SITUATION DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (EN %)



GRAPHIQUE 29: PROPORTION DES MÉNAGES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SÈVÈRE (EN %)



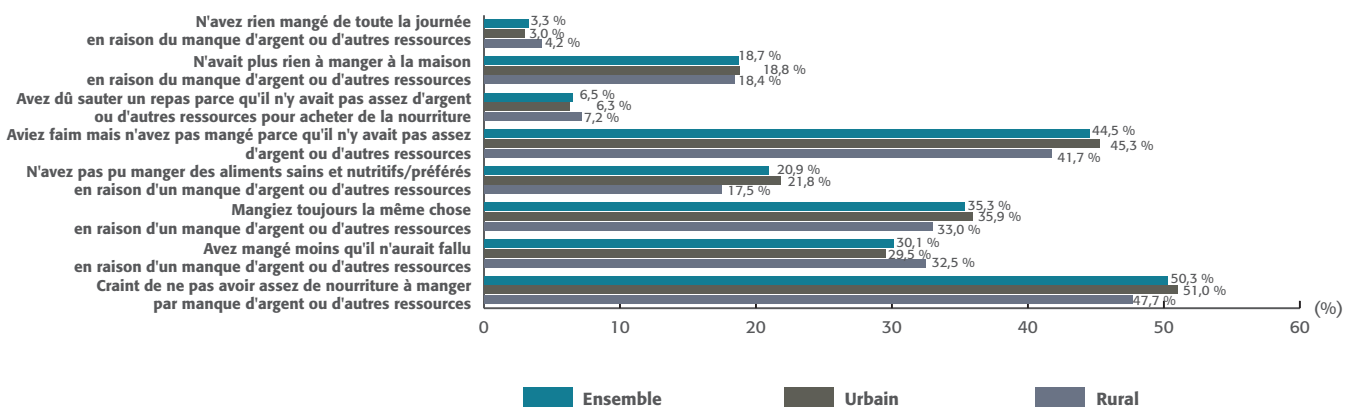
Par ailleurs, un ménage sur deux craint de ne pas avoir assez de nourriture durant les 30 derniers jours précédents l'enquête tandis qu'environ deux ménages sur trois (66%) durant la vague 2. La situation de sécurité alimentaire des ménages s'est améliorée durant la vague 3 par rapport à la vague précédente. Cependant, faute d'argent ou d'autres ressources qui pourraient avoir un lien avec l'évolution de la pandémie COVID-19 :

- 50% des ménages déclarent avoir ressenti au moins une crainte de ne pas avoir assez de nourriture pour alimenter son ménage. Cette proportion a connu une diminution significative par rapport à la vague 2 qui était de 65,7% ;

- Moins d'un ménage sur deux (44%) a mangé moins qu'il n'aurait fallu en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources, alors que ce taux était de 58,2% durant la vague 2 ;
- Ceux qui mangeaient toujours la même chose représentent 35,3% des ménages enquêtés, alors qu'il était de 51,9% durant la vague 2 ;
- Ceux qui avaient faim mais n'ont pas pu manger touchent 18,7% des ménages, tandis que la proportion concernait 33,5% dans la vague 2.



GRAPHIQUE 30 : ECHELLE DE MESURE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE VÉCUE (UNITÉ : %)



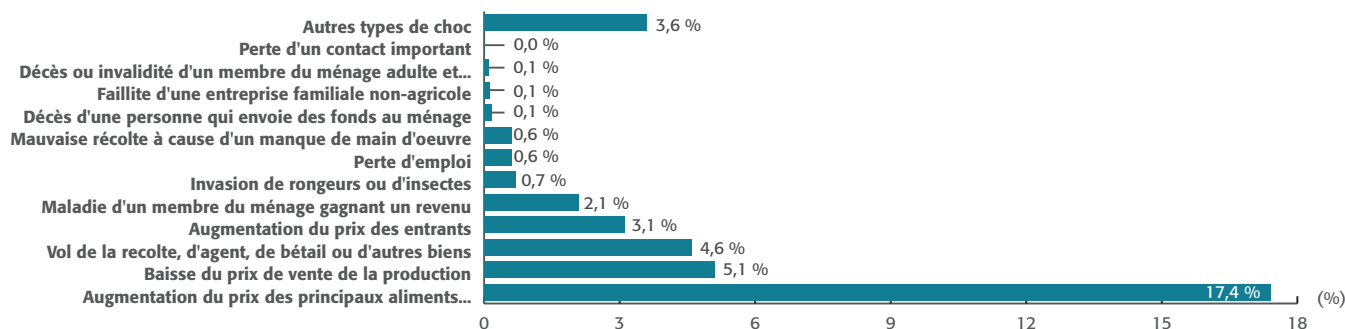


## 6. CHOCS SUBIS ET STRATÉGIES DES MÉNAGES

Afin de réduire au maximum les impacts de la pandémie de la COVID19, il faut identifier les types de chocs affectant les populations les plus vulnérables.



GRAPHIQUE 31 : LES PRINCIPAUX TYPES DE CHOC TOUCHANT LES MÉNAGES.

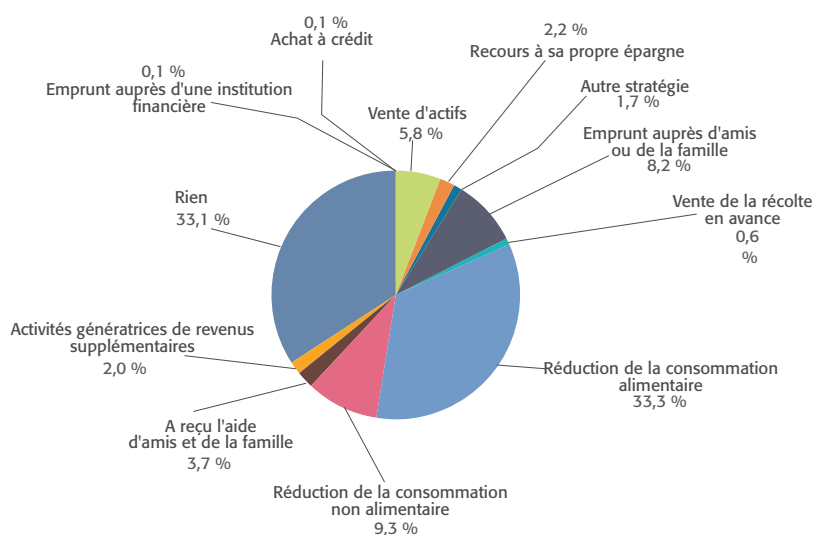


Les impacts de la COVID-19 portent en premier lieu sur le pouvoir d'achat. Malgré la baisse du prix du baril de pétrole sur le marché international, les ménages redoutent en premier lieu l'inflation résultant des spéculations sur des produits de consommation essentiels comme le riz. À cela ils associent une baisse de leurs revenus (hausse du prix

des intrants dans l'agriculture ou les autres activités) et une baisse du prix de vente de leurs produits. Les conditions climatiques défavorables : sécheresse dans le Sud, insuffisance de pluie, difficultés d'accès à l'eau pour les ménages auront très probablement des conséquences sur les conditions de vie de la population.



GRAPHIQUE 32 : LES DIFFÉRENTS TYPES DE STRATÉGIES ADOPTÉES PAR LES MÉNAGES



Les premières stratégies des ménages face à la pandémie portent sur une réduction de la consommation, en particulier l'alimentation. Cela entraîne des impacts sur la situation sanitaire et nutritionnelle, notamment chez les enfants. Les

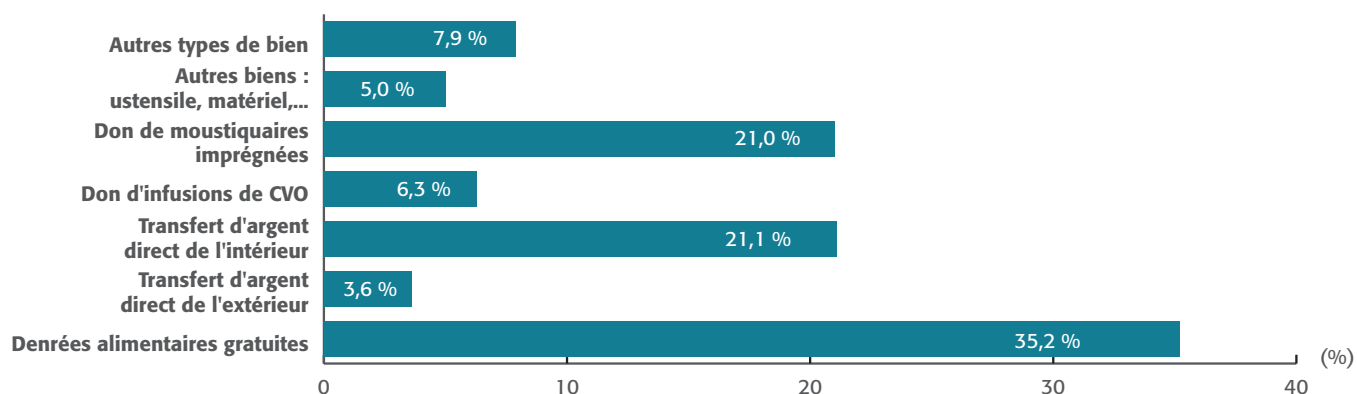
ménages comptent également sur les systèmes d'entraide dans la famille ou dans la communauté. Malgré tout, ceux qui n'ont eu recours à aucune stratégie, faute de moyen composent le tiers des ménages.

## Types d'aides reçues et donateurs.

Les aides reçues consistent principalement en des denrées alimentaires d'une part, et des transferts monétaires d'autre part.



GRAPHIQUE 33 : TYPES D'AIDES REÇUES

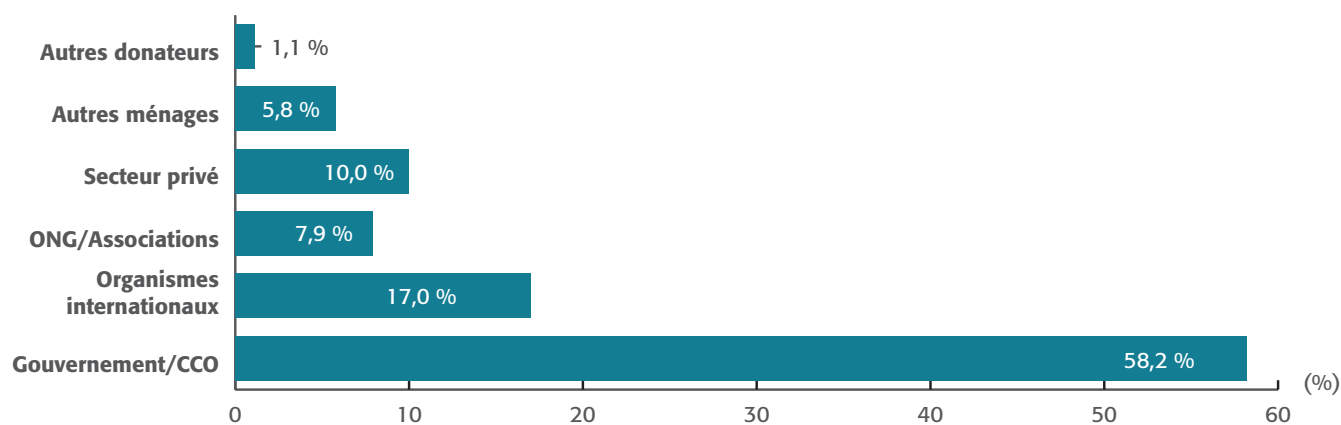


Force est de constater que le gouvernement reste la principale source des aides octroyées aux ménages. Les actions qu'il a entreprises nécessitent un recours à des financements extérieurs tendant à la création d'emplois, dans les

domaines de la santé, du social, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement ; le développement de nouvelles opérations, renforcer la résilience aux chocs futurs...



GRAPHIQUE 34 : LES DIFFÉRENTS TYPES DE DONATEURS





## 7. CONCLUSION

Après l'assouplissement des mesures sanitaires de lutte contre la COVID-19, la population a repris petit à petit ses habitudes et leur satisfaction des décisions prises par le Gouvernement a augmenté. En effet, la proportion de la population qui sort pour aller au marché s'est accrue par rapport au mois d'août 2020 et la peur de prendre un transport en commun à cause de la pandémie a diminué en général. Cependant l'oubli du respect des gestes barrières, notamment le port de masque de protection, est constaté dans l'enquête. Cela pourrait conduire à une propagation rapide de la maladie. Malgré la nécessité d'une prise de conscience individuelle, les autorités ont encore leur rôle à jouer pour assurer l'amélioration de la santé publique.

Il apparaît également que, du fait de la levée des restrictions, certaines activités économiques ont repris comme le tourisme et les activités de loisirs. La proportion des travailleurs touchant une rémunération complète s'est améliorée en trois mois. Malgré cela, des activités liées au milieu urbain enregistrent un taux de perte d'emploi élevé et le retour à l'emploi reste incertain pour la moitié des travailleurs. La crise de COVID-19 nous fait ressurgir la nécessité de la mise en place d'une politique pour la promotion du travail décent.

En novembre 2020, la difficulté pour se procurer des biens essentiels à usage préventif (médicaments, gels hydroalcooliques, ...) est moins grande par rapport à la situation du mois d'août 2020. Cependant les ménages éprouvent encore des difficultés à s'approvisionner en aliment de base principalement par manque de moyen financier.

En ce qui concerne le besoin de service de santé, la proportion des ménages ayant eu besoins des soins médicaux n'a pas beaucoup changé. L'apparition des symptômes de maladie se présentent différemment en milieu urbain et en milieu rural. Un meilleur accès à un traitement médical est observé comparativement à celui du mois d'août 2020. Le coût élevé du traitement médical et la non disponibilité de certains médicaments constituent un grand blocage pour les ménages auprès des établissements de santé. La constatation de ceci permet au Gouvernement de revoir la gestion consacrée aux médicaments et de mettre en place un système fiable d'approvisionnement et de distribution des médicaments dans les formations sanitaires.

Enfin, en plus de la crise sanitaire les ménages sont confrontés perpétuellement aux problèmes liés à l'accès aux services d'utilité publique tels que l'accès à l'eau potable et à l'électricité.

## 8. ANNEXE

### Équipe de réalisation

	<i>Fonction</i>
<b><i>Coordination générale</i></b>	
ROMALAHY Isaora Zefania	Directeur Général, INSTAT
<b><i>Coordination technique</i></b>	
RAKOTONDRADANY Iary Michaël	Directeur des Statistiques sur les Conditions de vie des Ménages, INSTAT
<b><i>Équipe technique</i></b>	
RASOLONJATOVO Andriamahery Ferdinand	Chef de Service des Statistiques du Patrimoine et des Conditions de vie, INSTAT
RAMAROSOLOFO Haritiana Jhonson	Chef de Service des Statistiques des Prix à la Consommation, INSTAT
RANDRIAMIHAJA Niry Liva	Chef de Service des Statistiques des Revenus et de l'Emploi, INSTAT
ANDRIANATOANDRO Hasimbola	Analyste Principal
<b><i>Équipe informatique</i></b>	
RAKOTOVAO Andry Lala	Informaticien
<b><i>Assistance technique</i></b>	
Dr. RAFAMANTANANTSOA Jean Florent	Assistant de recherche, INSPC/MSANP
RAJAONARISON Rolland Njakanasandratra	Chef de service intérim de la Modélisation Économique, DGEP, MEF
RAKOTOASIMBOLA Jean José	Directeur des Bases de Données, ONEF
RAJEMISON Harivelo	Consultant National
MOUSSAVOU Noël	Consultant International
<b><i>Équipe de supervision</i></b>	
RANDRIANASOLO Elie Nirison	Assistant technique
RAKOTONANAHARY Onjaniana	Assistant technique
RAKOTOMANGA Yolande Norotiana	Assistante technique
RANDRIANARIMANANA Delphin	Assistant technique
RAJOSOA Nomenaharindimby	Assistant technique





---

***Responsable communication***

---

RAVOAHANGILALAO Christian Jean Francis

Chef de Service Marketing et Relations Extérieures

---

***Infographiste***

---

RABARIJAONA Rindra

Responsable Documentation

---

